

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3418

17 novembre 2014

SOMMAIRE

Atial S.A.	164059	Les Propriétaires Réunis, S.à r.l.	164023
Baluardo Funding S.à r.l.	164061	LFP Holding S.A.	164024
Cadogan Savile Row S.à r.l.	164063	log Capital Management S.à r.l.	164035
Iko Invest S.à r.l.	164018	Logi Holdings Sub S.à r.l.	164024
Immobilière du Square S.A.	164019	London (Lux) DebtCo 1 S.à r.l.	164024
Immobilière du Square S.A.	164019	London (Lux) MasterCo 1 S.à r.l.	164024
Immocap S.A.	164019	London(Lux) PropCo 1 S.à r.l.	164025
Immo Inter Finance S.A.	164018	Lux 26 Starlight EUR S.à r.l.	164025
Immo-Marketing S.A.	164018	Lux 27 Starlight EUR S.à r.l.	164025
ING European Infrastructure S.à r.l.	164020	Lux 30 Starlight EUR S.à r.l.	164026
Inncona Real Estate S.A.	164020	Lux 31 Starlight GBP S.à r.l.	164026
Janissaire Lux SA	164020	Lux 32 Starlight EUR S.à r.l.	164026
KASO Property S.à r.l.	164021	Luxequip Bail S.A.	164025
Kids'Ville S.à r.l.	164021	Lux-Ims S.à r.l.	164022
KKR Future Investments S.à r.l.	164022	Magilla Holding S.A.	164026
KKR International Flooring 2 S. à r.l.	164022	Makalu S.A.	164058
La Croisette Property S.A.	164018	Milestone Investisseurs GP S.à r.l.	164021
Landscape Assets S.A.	164021	Panthera/Funding Lux 1 S. à r.l.	164064
Langen German Group AREIII (Luxembourg) S.à r.l.	164023	Panthera/Funding Lux 2 S. à r.l.	164027
Langen German Lindenhof AREIII (Luxembourg) S.à r.l.	164023	RCG IO Equity S.à r.l.	164043
LaSalle (Lux) DebtCo 1 S.à r.l.	164019	Réseaux Info Plus S.à.r.l.	164064
LaSalle (Lux) MasterCo 1 S.à r.l.	164023	SunGard Systems Luxembourg S.A.	164051
L&C LuxHoldCo Poland S.à r.l.	164020	Swiss Life Funds (LUX) Management Company	164052
L&C LuxHoldCo S.à r.l.	164022	Swiss Life REIM (Luxembourg) S.A.	164052
Lear West European Operations	164032	Sycamore Capital S.à r.l.	164051
		White Fleet II	164027

Iko Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6961 Senningen, 26, rue du Château.

R.C.S. Luxembourg B 189.810.

EXTRAIT

L'associé unique Mr Igor KOVROVTSEV, a transféré toutes les parts sociales de la Société (2500 parts sociales) à SILVERLANDS LIMITED, une société constituée selon les lois de Chypre, ayant son siège social à Vasileos Pavlou, 2, Flat/Office 301, 1096, Nicosie, Chypre, immatriculée au Registre des Sociétés de Chypre sous le numéro C158812, à la date du 20 octobre 2014.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014163276/14.

(140186335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Immo Inter Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 31.321.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société IMMO INTER FINANCE SA qui s'est tenue en date du 28 août 2014

Il a été décidé ce qui suit:

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tel qu'adopté par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la «Loi»), le Conseil d'Administration décide, après délibération, de désigner en qualité de dépositaire agréé, Maître Véronique Wauthier de l'Etude Tabery & Wauthier, 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, ou son successeur dans la profession.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014163277/17.

(140185617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Immo-Marketing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3899 Foetz, 8, rue Théodore de Wacquant.

R.C.S. Luxembourg B 90.514.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163280/10.

(140185878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

La Croisette Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 163.614.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 20 octobre 2014

Est nommé président du conseil d'administration, la durée de son mandat sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles:

- M. Benoît de Froidmont, demeurant au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163345/13.

(140185643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Immobilière du Square S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 49.996.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 15 octobre 2014 que:

- Gestman S.A. a démissionné de son poste de commissaire.

- A été nommée au poste de Commissaire en remplacement du commissaire démissionnaire:

* Gestal Sàrl, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 184722 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2018.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014163281/16.

(140185537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Immobilière du Square S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 49.996.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163282/10.

(140185538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Immocap S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 79.580.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Pour: IMMOCAP S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014163283/14.

(140185707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LaSalle (Lux) DebtCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 189.780.

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Le siège social de la société LaSalle (Lux) DebtCo 1 S.à r.l. a été transféré du 40 avenue Monterey, L-2163, Luxembourg au 22, rue Goethe, L-1637, Luxembourg avec effet au 10 Septembre 2014;

Luxembourg, le 20 Octobre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014163322/14.

(140185518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

ING European Infrastructure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 238.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 131.249.

Le bilan de la société au 31 mars 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20.10.14.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014163286/12.

(140185653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Inncona Real Estate S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 132.952.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 16 octobre 2014 le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, VI^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé et ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société anonyme INNCONA REAL ESTATE S.A dont le siège social à L-5444 Schengen, 5 rue Baachergaass a été dénoncé en date du 4 février 2010.

Le prédit jugement a nommé juge commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et a désigné comme liquidateur Maître Anne DEVIN-KESSLER, avocat, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe du tribunal de commerce avant le 6 novembre 2014.

Référence de publication: 2014163287/15.

(140186082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Janissaire Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 187.419.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange.

Carlo GOEDERT

Notaire

Référence de publication: 2014163298/12.

(140186488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

L&C LuxHoldCo Poland S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 175.412.

EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'Associé unique en date du 15 octobre 2014:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant A de la Société, est acceptée avec effet immédiat.

- Wim Rits, né le 14 juin 1970 à Merksem, Belgique, et Virginia Strelen, née le 30 mai 1977 à Bergisch Gladbach, Allemagne, tous les deux avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, ont été élus gérants A de la Société avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014163315/15.

(140186085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

KASO Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5637 Mondorf-les-Bains, 2, rue Saint-Michel.
R.C.S. Luxembourg B 171.784.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/10/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014163307/12.

(140185717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Kids'Ville S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 57, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 138.414.

EXTRAIT

Suite à une cession de parts sociales dûment approuvée par les associés et dûment signifiée à la société, le capital social fixé à 12 500 EUR, représenté par 100 parts sociales, entièrement souscrites et libérées, se repartit comme suit:

Monsieur Frédéric MAROLLO Cinquante parts sociales	50
Madame Jamak SEDAGHATIAN Cinquante parts sociales	50
Total: cent parts sociales	100

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 octobre 2014.

KIDS'VILLE S à r.l

Signatures

Référence de publication: 2014163308/17.

(140185867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Landscape Assets S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 129.057.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 JUIN 2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014163319/12.

(140185461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Milestone Investisseurs GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 184.048.

EXTRAIT

En date du 20 octobre 2014, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet au 15 octobre 2014.
- Wim Rits, né le 14 juin 1970 à Merksem (Belgique), avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été élu gérant de la Société avec effet au 15 octobre 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014163390/13.

(140186031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

KKR Future Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 147.082.

En vertu d'un contrat de cession daté du 8 octobre 2014, KKR Future Holdings Limited, associé unique de la Société a cédé l'intégralité des parts sociales qu'il détenait dans la Société à KKR Future Holdings I Limited, une société exemptée (exempted company) régie par les lois des Iles Caïmans dont le siège social est établi au 309, Uglan House, KY1-1104, Grand Cayman, Iles Caïmans et immatriculée auprès du Registrar of Companies of the Cayman Islands sous le numéro 290966.

En conséquence, KKR Future Holdings I Limited, devient l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KKR Future Investments S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014163310/16.

(140186089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

KKR International Flooring 2 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 120.167.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163312/10.

(140186059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

L&C LuxHoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 119.835.

EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées lors de l'Assemblée Extraordinaire des Actionnaires tenue en date du 15 octobre 2014:

- La démission de Alan Botfield en tant que gérant A de la Société est acceptée avec effet immédiat;
- Virginia Strelen, née le 30 mai 1977 à Bergish Gladbach (Allemagne) et Wim Rits, né le 14 juin 1970 à Merksken (Belgique), tous deux avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, ont été élu nouveaux gérants A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014163316/16.

(140186078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lux-Ims S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8370 Hobscheid, 71A, rue de Kreuzerbuch.

R.C.S. Luxembourg B 155.392.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/10/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014163376/12.

(140185687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Langen German Group AREIII (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 163.829.

—
Extrait des décisions prises par le Conseil de gérance en date du 24 septembre 2014:

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 11-13, Boulevard Grande-Duchesse à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec date effective le 1^{er} Septembre 2014.

Luxembourg, le 24 Septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Langen German Group AREIII (Luxembourg) S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014163320/15.

(140185964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Langen German Lindenhof AREIII (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 174.861.

—
Extrait des décisions prises par le Conseil de gérance en date du 24 septembre 2014:

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 11-13, Boulevard Grande-Duchesse à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec date effective le 1^{er} Septembre 2014.

Luxembourg, le 24 Septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Langen German Lindenhof AREIII (Luxembourg) S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014163321/15.

(140186044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LaSalle (Lux) MasterCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 189.774.

—
Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Le siège social de la société LaSalle (Lux) MasterCo 1 S.à r.l. a été transféré du 40 avenue Monterey, L-2163, Luxembourg au 22, rue Goethe, L-1637, Luxembourg avec effet au 10 Septembre 2014;

Luxembourg, le 20 Octobre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014163323/14.

(140185516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Les Propriétaires Réunis, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3676 Kayl, 68, rue de Schifflange.
R.C.S. Luxembourg B 54.218.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014163362/10.

(140185947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Logi Holdings Sub S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 175.103.

—
Extrait des résolutions écrites de les Associés en date du 17 octobre 2014

En date du 17 octobre 2014, l'Associé unique de la société Logi Holdings Sub S.à r.l. a pris les résolutions suivantes:

1. L'Associé unique décide d'accepter la démission, avec effet au 30 septembre 2014 de Monsieur Ralf Remer de son poste de gérant de classe A.

2. L'Associé unique décide de nommer, avec effet au 30 septembre 2014 et pour une durée indéterminée Monsieur Jérôme Léon, né le 15 juin 1981 à Brest (France), demeurant professionnellement au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en tant que gérant de classe A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163328/16.

(140185989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

London (Lux) DebtCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 188.694.

—
Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Le siège social de la société London (Lux) DebtCo 1 S.à r.l. a été transféré du 40 avenue Monterey, L-2163, Luxembourg au 22, rue Goethe, L-1637, Luxembourg avec effet au 10 Septembre 2014;

Luxembourg, le 20 Octobre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014163329/14.

(140185513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

London (Lux) MasterCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 188.683.

—
Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Le siège social de la société London (Lux) MasterCo 1 S.à r.l. a été transféré du 40 avenue Monterey, L-2163, Luxembourg au 22, rue Goethe, L-1637, Luxembourg avec effet au 10 Septembre 2014;

Luxembourg, le 20 Octobre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014163330/14.

(140185515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LFP Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 142.099.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163364/10.

(140186273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

London(Lux) PropCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 188.715.

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Le siège social de la société London (Lux) PropCo 1 S.à r.l. a été transféré du 40 avenue Monterey, L-2163, Luxembourg au 22, rue Goethe, L-1637, Luxembourg avec effet au 10 Septembre 2014;

Luxembourg, le 20 Octobre 2014.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014163331/14.

(140185514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lux 26 Starlight EUR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 180.196.

Extrait des résolutions circulaires prises par les gérants de la Société en date du 17 Octobre 2014

Il résulte des résolutions prises par le Conseil de gérance de la Société en date du 17 octobre 2014 que le siège social de la Société a été transféré du 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg au 5 rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Thierry Drinka

Gérant

Référence de publication: 2014163334/14.

(140185981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lux 27 Starlight EUR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 180.199.

Extrait des résolutions circulaires prises par les gérants de la Société en date du 17 Octobre 2014

Il résulte des résolutions prises par le Conseil de gérance de la Société en date du 17 octobre 2014 que le siège social de la Société a été transféré du 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg au 5 rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Thierry Drinka

Gérant

Référence de publication: 2014163335/14.

(140185980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Luxequip Bail S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 81.019.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014163380/12.

(140186234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lux 30 Starlight EUR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 181.209.

Extrait des résolutions circulaires prises par les gérants de la Société en date du 17 Octobre 2014

Il résulte des résolutions prises par le Conseil de gérance de la Société en date du 17 octobre 2014 que le siège social de la Société a été transféré du 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg au 5 rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Thierry Drinka
Gérant

Référence de publication: 2014163336/14.

(140185979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lux 31 Starlight GBP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 181.867.

Extrait des résolutions circulaires prises par les gérants de la Société en date du 17 Octobre 2014

Il résulte des résolutions prises par le Conseil de gérance de la Société en date du 17 octobre 2014 que le siège social de la Société a été transféré du 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg au 5 rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Thierry Drinka
Gérant

Référence de publication: 2014163337/14.

(140185977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lux 32 Starlight EUR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 181.878.

Extrait des résolutions circulaires prises par les gérants de la Société en date du 17 Octobre 2014

Il résulte des résolutions prises par le Conseil de gérance de la Société en date du 17 octobre 2014 que le siège social de la Société a été transféré du 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg au 5 rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Thierry Drinka
Gérant

Référence de publication: 2014163339/14.

(140185932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Magilla Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la poste.
R.C.S. Luxembourg B 82.205.

Il résulte des actes de la Société que Mr Andrea CARINI a présenté sa démission de sa fonction d'administrateur.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAGILLA HOLDING S.A
Société anonyme
Signature

Référence de publication: 2014163399/12.

(140185854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Panthera/Funding Lux 2 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 140.297.

Les statuts coordonnés au 18 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2014164246/12.

(140186863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

White Fleet II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 184.203.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of October.

Before us Maître Henri Hellinckx notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of White Fleet II (the "Company"), an investment company with variable capital ("société d'investissement à capital variable") qualifying as a public limited company ("société anonyme") with registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 23 January 2014 which has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 492 dated 24 February 2014. The articles of incorporation (the "Articles") have not yet been amended since then.

The meeting was opened at 2.15 p.m. under the chairmanship of Alain Thilmany, Vice-President Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A., professionally residing in Luxembourg,

who appointed as secretary Judith Jungmann, Vice-President Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A., professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Daniel Breger, Assistant Vice-President Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A., professionally residing in Luxembourg.

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document and registered therewith.

II. All the shares being registered shares, the present meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail on 9 October 2014 to the registered shareholders.

III. The resolutions on the agenda require a quorum of at least one half of the of the share capital of the Company and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds (2/3) of the votes cast in the meeting.

IV. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Revision of article 3 ("Object") of the Articles which will henceforth be read as follows:

" **Art. 3. Object.** The sole purpose of the Company shall be the investment of the Company's assets in securities and other legally permissible assets based on the principle of risk diversification and with the aim of distributing the proceeds arising from the management of the Company's assets to its Shareholders.

The Company may take any measures and execute any transactions that it deems useful in order to fulfil and implement such purpose in the widest extent permitted by part I of the law of 17 December 2010 (the "Law of 17 December 2010") regarding undertakings for collective investment."

2. Deletion of the possibility to issue bearer shares as well as insertion of the possibility to issue dematerialized shares and respective amendment of articles 5 ("Capital and Certification of Shares") and 11 ("Notices and agenda") of the Articles

3. Insertion of a new definition of the term “U.S. Person” in article 8 (“U.S. Matters”) of the Articles

4. Revision of article 21 (“Investment Policy”) of the Articles in order to describe permissible investments more in detail

5. Formal amendments in article 7 (“Restrictions of ownership”) of the Articles, in particular the replacement of the term “U.S. Person” in the last paragraph of such article by the term “Restricted Person”

V. Pursuant to the attendance list out of 308,963.163 outstanding shares of the Company as at 21 October 2014, 155,612 shares are present or represented at the meeting and that they represent 50.37% of the share capital of the Company.

VI. Consequently, the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the aforementioned items of the agenda.

After deliberation, the general meeting unanimously took the following resolutions:

First Resolution

The meeting resolved to amend article 3 (“Object”) of the Articles describing the Company’s purpose. Article 3 (“Object”) which will henceforth be read as follows:

“ **Art. 3. Object.** The sole purpose of the Company shall be the investment of the Company’s assets in securities and other legally permissible assets based on the principle of risk diversification and with the aim of distributing the proceeds arising from the management of the Company’s assets to its Shareholders.

The Company may take any measures and execute any transactions that it deems useful in order to fulfil and implement such purpose in the widest extent permitted by part I of the law of 17 December 2010 (the “Law of 17 December 2010”) regarding undertakings for collective investment.”

Second Resolution

The meeting resolved to delete the possibility to issue bearer shares as well as to insert the possibility to issue dematerialized shares and to proceed with the respective amendments in articles 5 (“Capital and Certification of Shares”) and 11 (“Notices and agenda”) of the Articles. Article 5 (“Capital and Certification of Shares”) and 11 (“Notices and agenda”) of the Articles will henceforth be read as follows:

“ **Art. 5. Capital and Certification of Shares.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at the time of establishment amount to fifty thousand (50.000.-) US Dollar. Thereafter, the capital of the Company will at all time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof. The capital of the Company shall be represented in US Dollar.

The minimum capital of the Company shall be at least the equivalent in US Dollar of one million two hundred and fifty thousand in Euro (EUR 1,250,000) within a period of six (6) months following the authorization of the Company.

The Board of Directors may decide at any time that the shares of the Company pertain to different subfunds (the “Subfunds”, each a “Subfund”) to be established which may be denominated in different currencies.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue further shares to be fully paid at any time in accordance with Article 24 hereof without reserving for the existing Shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorized member of the Board of Directors or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of one or more classes of shares be accounted for in Subfunds or pools of assets established pursuant to Article 23 hereof and shall invest in transferable securities and other investments permitted by part I of the Law of 17 December 2010 corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or such other areas or sectors, including in units or shares of other undertakings for collective investments as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Subfund.

The Board of Directors may further decide, in connection with each Subfund or pool of assets, to create and issue new classes of shares within any Subfund that will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Subfund concerned but where a specific sales and redemption charge structure or hedging policy or currency denomination or other distinguishing feature is applied to each class. For the purpose of determining the capital of the Company, the assets and liabilities of the Subfund shall be allocated to the individual classes of shares. If not expressed in US Dollar respectively, they shall be converted into US Dollar respectively and the capital shall be the total net assets of all classes.

Shares are issued in uncertificated registered or dematerialized form. The Board of Directors may in its discretion decide whether to issue certificates in respect of registered shares or not. In case the Board of Directors has elected to issue no certificates in respect of registered shares, the Shareholder will receive a confirmation of his shareholding. In case the Board of Directors has elected to issue certificates in respect of registered shares and a Shareholder does not elect to obtain share certificates, he will receive instead a confirmation of his shareholding. If a registered Shareholder desires that more than one share certificate be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged

to such Shareholder. Share certificates shall be signed by two members of the Board of Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile. However, one of the two signatures may be made by a person who has been authorized by the Board of Directors for such purpose. In such latter case, such signature shall be manual.

The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine. The Company reserves the right to reject any subscription application for shares, whether in whole or in part, at its own discretion for whatever reason.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the subscription price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders at their address or registered office in the register of Shareholders of the Company (the "Register of Shareholders") which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of inscribed shares, his residence or registered office so far as notified to the Company, the number and class of shares held by him and the amount paid in on each such share. All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the Register of Shareholders in compliance with article 39 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies. Every transfer of a registered share shall be entered in the Register of Shareholders, and every such entry shall be signed by one or more officers of the Company or by one or more persons designated by the Board of Directors.

Dematerialized shares may be held through collective depositories. In such cases, shareholders shall receive a confirmation in relation to their shares from the depository of their choice (for example, their bank or broker), or shares may be held by shareholders directly in a registered account kept for the Company and its shareholders by the Company's central administration. These shareholders will be registered by the central administration. Shares held by a depository may be transferred to an account of the shareholder with the central administration or to an account with other depositories approved by the Company or, with an institution participating in the securities and fund clearing systems. Conversely, shares held in a shareholder's account kept by the central administration may at any time be transferred to an account with a depository.

Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (b), if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered Shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and such Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time in the Register of Shareholders, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company shall only acknowledge one single Shareholder per share. In case of joint ownership or usufruct, the Company may suspend the exercise of the rights assigned to the ownership of shares until such point of time in which a person is nominated who represents the joint owners or the beneficiaries and usufructuaries in relation to the Company.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered in the Register of Shareholders. Share fractions shall not be entitled to vote in any meeting of shareholders, but shall be entitled to a corresponding fraction of net assets to be assigned to the existing share class."

" Art. 11. Notices and agenda. Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law.

A Shareholder may be represented at any meeting of Shareholders by another person, who does not have to be a Shareholder and who may be a member of the Board of Directors. Such proxy may be appointed in writing or by e-mail, telex or facsimile transmission.

Except as otherwise required by law or these articles of incorporation, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed without quorum requirement by a simple majority of those Shareholders present or represented and entitled to vote at the meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders. The Board of Directors shall prepare the agenda, except in such cases in which the meeting is convened upon written application of the Shareholders in which case the Board of Directors may prepare an additional agenda. The general meeting shall only deal with such matters as contained in the agenda (the agenda shall include any and all matters required by law).

Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to a notice setting forth the agenda sent by mail at least eight days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address in the Register of Shareholders. The notification of the owners of registered shares shall not have to be evidenced in the meeting.

If, however, all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication."

Third Resolution

The meeting resolved to insert a new definition of the term "U.S. Person" in article 8 ("U.S. Matters") of the Articles. Article 8 ("U.S. Matters") of the Articles will henceforth be read as follows:

" Art. 8. U.S. Matters. Whenever used in the articles of incorporation of the Company (the "Articles of Incorporation"), the term "U.S. person" (the "U.S. Person"), subject to such applicable law and to such changes as the Directors shall notify to shareholders, shall mean a national or resident of the United States of America or any of its territories, possessions or other areas subject to its jurisdiction, including the States and the Federal District of Columbia (the "United States") (including any corporation, partnership or other entity created or organised in, or under the laws of the United States or any political sub-division thereof), or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purpose of computing United States federal income tax, provided, however, that the term "U.S. Person" shall not include a branch or agency of a United States bank or insurance company that is operating outside the United States as a locally regulated branch or agency engaged in the banking or insurance business and not solely for the purpose of investing in securities under the United States Securities Act 1933, as amended including (but without restriction) as described in section 7701(a)(30) of the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended.

Each shareholder of the Company and each transferee of a shareholder's interest in any Sub-Fund shall furnish (including by way of updates) to the Company, or any third party designated by the Company (a "Designated Third Party"), in such form and at such time as is reasonably requested by the Company (including by way of electronic certification) any information, representations, waivers and forms relating to the shareholder (or the shareholder's direct or indirect owners or account holders) as shall reasonably be requested by the Company or the Designated Third Party to assist it in obtaining any exemption, reduction or refund of any withholding or other taxes imposed by any taxing authority or other governmental agency (including withholding taxes imposed pursuant to the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or intergovernmental agreement, or any agreement entered into pursuant to any such legislation or intergovernmental agreement) upon the Company, amounts paid to the Company, or amounts allocable or distributable by the Company to such shareholder or transferee. In the event that any shareholder of the Company or transferee of a shareholder's interest fails to furnish such information, representations, waivers or forms to the Company or the Designated Third Party, the Company or the Designated Third Party shall have full authority to take any and all of the following actions:

- a) Withhold any taxes required to be withheld pursuant to any applicable legislation, regulations, rules or agreements;
- b) Redeem the shareholder's or transferee's interest in any Sub-Fund as set out in Article 7 hereof;
- c) Form and operate an investment vehicle organized in the United States that is treated as a "domestic partnership" for purposes of section 7701 of the Internal Revenue Code of 1986, as amended and transfer such shareholder's or transferee's interest in any Sub-Fund or interest in such Sub-Fund's assets and liabilities to such investment vehicle. If requested by the Company or the Designated Third Party, the shareholder or transferee shall execute any and all documents, opinions, instruments and certificates as the Company or the Designated Third Party shall have reasonably requested or that are otherwise required to effectuate the foregoing. Each shareholder hereby grants to the Company or the Designated Third Party a power of attorney, coupled with an interest, to execute any such documents, opinions, instruments or certificates on behalf of the shareholder, if the shareholder fails to do so.

The Company or the Designated Third Party may disclose information regarding any shareholder of the Company (including any information provided by the shareholder pursuant to this Article) to any person to whom information is required or requested to be disclosed by any taxing authority or other governmental agency including transfers to jurisdictions which do not have strict data protection or similar laws, to enable the Company to comply with any applicable law or regulation or agreement with a governmental authority. Each shareholder hereby waives all rights it may have under applicable bank secrecy, data protection and similar legislation that would otherwise prohibit any such disclosure and warrants that each person whose information it provides (or has provided) to the Company or the Designated Third Party has been given such information, and has given such consent, as may be necessary to permit the collection, processing, disclosure, transfer and reporting of their information as set out in this Article and this paragraph.

The Company or the Designated Third Party may enter into agreements with any applicable taxing authority (including any agreement entered into pursuant to the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or intergovernmental agreement) to the extent it determines such an agreement is in the best interest of the Company or any of its shareholders."

Fourth Resolution

The meeting resolved to revise article 21 (“Investment Policy”) of the Articles in order to describe permissible investments more in detail. Article 21 (“Investment Policy”) of the Articles will henceforth be read as follows:

“ Art. 21. Investment Policy.

a) The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Subfund in compliance with applicable laws and regulations.

b) Within the restrictions provided for by part I of the Law of 17 December 2010, the Board of Directors may decide that investments may be made in:

- 1) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market;
- 2) transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a member state of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;
- 3) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-member state of the European Union or dealt in on another market in a non-member state of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public and is established in Europe, America, Asia, Africa or Oceania;
- 4) shares or units of other UCI, under the conditions provided for by the Law of 17 December 2010;
- 5) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than twelve (12) months;
- 6) financial derivative instruments; and
- 7) shares issued by one or several other Subfunds, under the conditions provided for by the Law of 17 December 2010.

c) The investment policy of the Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

d) The Company may also invest in recently issued securities and money market instruments, provided that

1) the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public and is established in Europe, America, Asia, Africa or Oceania; and

2) such admission be secured within one year of issue.

e) A Subfund qualifying as a feeder fund in the meaning of article 77 (1) of the Law of 17 December 2010 may invest at least 85% of its assets in shares or units of a master fund in the meaning of article 77 (3) of the Law of 17 December 2010.

f) In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to a Subfund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a member state of the European Union, one or more of its local authorities, by any other state which is a member of the Organisation for Economic Cooperation and Development (“OECD”), by Brazil or Singapore or by a public international body to which one or more member states of the European Union belong. In such case, the Subfund concerned must hold securities or money market instruments from at least six different issues, and the securities or money market instruments of any single issue shall not exceed 30% of the Subfund’s total assets.

g) Investments of each Subfund may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the prospectus of the Company (the “Prospectus”). Reference in these Articles of Incorporation to “investments” and “assets” shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

h) The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to securities and money market instruments provided that such techniques and instruments may be used for hedging purposes, for the purpose of efficient portfolio management or for investment purposes and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.”

Fifth Resolution

The meeting resolved to proceed with formal amendments in article 7 (“Restrictions of ownership”) of the Articles, in particular to replace the term “U.S. Person” in the last paragraph of such article by the term “Restricted Person”.

There being no further business, the meeting is closed at 2.30 p.m.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: A. THILMANY, J. JUNGMANN, D. BREGER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 octobre 2014. Relation: LAC/2014/51071. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Référence de publication: 2014173352/280.

(140198034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Lear West European Operations, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 180.040.000,00.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 102.878.

—
In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first day of October,

Before us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing at Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

Lear (Luxembourg), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, with a share capital of one hundred eighty-six million one hundred fifteen thousand eight hundred United States Dollars (USD 186,115,800) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 98.070,

in its capacity as sole shareholder of Lear West European Operations, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, with a share capital of one hundred eighty million forty thousand United States Dollars (USD 180,040,000) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 102.878 (the Company), incorporated by a deed dated August 2, 2004 of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the Mémorial C) of November 16, 2004 under number 1159, the articles of association of which have been amended several times and a last time by a deed dated December 10, 2007 of the undersigned notary, published in the Mémorial C of April 23, 2008 under number 998.

as such here represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on October 23, 2014,

Such proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for registration purposes.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. Lear (Luxembourg), represented as stated above, is the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder), so that the entire issued and outstanding share capital of the Company is represented at the meeting.

II. The Company's share capital is presently set at one hundred eighty million forty thousand United States Dollars (USD 180,040,000) divided into one million eight hundred thousand four hundred (1,800,400) shares of one hundred United States Dollars (USD 100) each.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to waive any applicable convening notice, stating to have been duly convened and to have perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Sole Shareholder notes that the common terms of merger (the Common Terms of Merger) between Lear East European Operations, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, with a share capital of four million four hundred ninety-nine thousand four hundred euro (EUR 4,499,400) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 100.647 (the Recipient Company) and the Company (together the Merging Companies) were approved by the board of managers of the Company on September 15, 2014 and by the board of managers of the Recipient Company on September 15, 2014.

COMMON TERMS OF MERGER

The Common Terms of Merger have been recorded in Luxembourg pursuant to a deed of the undersigned notary on September 15, 2014 and published in the Mémorial C of September 26, 2014 under number 2608.

Waiver of the explanatory report of the Recipient Company and the Company

In accordance with article 265 (3) of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), the Sole Shareholder, being the sole shareholder of both Merging Companies, has waived the right to obtain a board report and explanatory notes relating to the merger.

Waiver of the examination of the Common Terms of Merger by an independent expert and the auditor's report

In accordance with article 266 (5) the Law, the Sole Shareholder of the Merging Companies has waived the right to obtain an auditor's statement on the Common Terms of Merger.

Public documentation

In accordance with article 267 of Law, and following a notice addressed by the Company to the Recipient Company as of September 15, 2014, the legal documentation in relation to the merger has been made available for inspection by the Recipient Company at the registered office of the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the merger, which is described in the Common Terms of Merger and published in the Mémorial C number 2608 dated September 26, 2014 in all its provisions and its entirety, without exception and reserves, and in particular, by the contribution of all assets and liabilities of the Company to the Recipient Company, without any restriction or limitation, in consideration for no other remuneration than the increase of the net asset value of the Recipient Company.

The Merger shall become effective between the Merging Companies as of the day hereof, at which the Absorbed Company will cease to exist and its assets and liabilities shall be transferred by operation of law to the Recipient Company under universal succession of title.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to Luxembourg law.

Fourth resolution

The Sole Shareholder notes that, for accounting purposes, the operations of the Company shall be treated as being carried out on behalf of the Recipient Company as of January 1, 2014.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to keep the corporate documents of the Company at the registered office of the Recipient Company during the period of time required by the Law.

Sixth resolution

To the extent necessary, the Sole Shareholder grants all powers to the members of the board of managers of the Company to implement and carry into effect the present sole shareholder resolutions and in particular, to implement the transfer of all the assets and liabilities of the Company to the Recipient Company, during the remaining term of their mandate.

The Sole Shareholder notes that the mandates of the members of the board of managers of the Company will end on the effective date of the merger.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately three thousand Euros (3,000.- EUR).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and in case of divergences between the English text and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This document has been read to the proxyholder of the appearing party, who signed together with the undersigned notary this original notarial deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente-et-unième jour d'octobre.

Par-devant nous, Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Lear (Luxembourg), une société à responsabilité limitée constituée et existant en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, avec un capital social de cent quatre-vingt-six millions cent quinze mille huit cents Dollars Américains (USD 186.115.800) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro B 98.070,

En sa capacité d'associé unique de Lear West European Operations, une société à responsabilité limitée constituée et existant en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, avec un capital social de cent quatre-vingt millions quarante mille dollars des Etats-Unis (USD 180.040.000) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro B 102.878 (la Société), constituée en vertu d'un acte daté du 2 août 2004 de Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le Mémorial C) du 16 novembre 2004 sous le numéro 1159, ses statuts ayant été modifiés à plusieurs reprises et la dernière fois en date du 10 décembre 2007 par un acte du notaire soussigné, publié au Mémorial C en date du 23 avril 2008 sous le numéro 998.

ici représentée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 23 octobre 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Lear (Luxembourg), représentée comme indiqué ci-dessus, est l'associé unique de la Société (l'Associé Unique), de sorte que l'entièreté du capital social de la Société émis et en circulation est représenté à l'assemblée.

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à cent quatre-vingt millions quarante mille Dollars Américains (USD 180.040.000) divisé en un million huit cent mille quatre cents (1.800.400) parts sociales de cent Dollars Américains (USD 100) chacune.

Par conséquent, la partie comparante, agissant par l'intermédiaire de son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de renoncer à l'avis de convocation applicable, déclarant avoir été dûment convoqué et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Associé Unique note que le projet commun de fusion (le Projet Commun de Fusion) entre Lear East European Operations, une société à responsabilité limitée constituée et existant en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, avec un capital social de quatre millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cents euros (EUR 4.499.400) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro B 100.647 (la Société Absorbante) et la Société (ensemble les Sociétés Fusionnantes) a été approuvé par le conseil de gérance de la Société le 15 septembre 2014 et par le conseil de gérance de la Société Absorbante le 15 septembre 2014.

PROJET COMMUN DE FUSION

Le Projet Commun de Fusion a été établi à Luxembourg en vertu d'un acte du notaire soussigné en date du 15 septembre 2014 et publié au Mémorial C du 26 septembre 2014 sous le numéro 2608.

Renonciation au rapport explicatif de la Société Absorbante et de la Société

Conformément à l'article 265 (3) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), l'Associé Unique, étant l'associé unique des deux Sociétés Fusionnantes, a renoncé à son droit d'obtenir un rapport du conseil de gérance et des notes explicatives se rapportant à la fusion.

Renonciation à l'examen du Projet Commun de Fusion par un expert indépendant et du rapport du réviseur d'entreprises agréé

Conformément à l'article 266 (5) de la Loi, l'Associé Unique des Sociétés Fusionnantes a renoncé à son droit d'obtenir un rapport d'un réviseur d'entreprises agréé sur le Projet Commun de Fusion.

Documentation publique

Conformément à l'article 267 de la Loi et suivant un avis adressé par la Société à la Société Absorbante en date du 15 septembre 2014, la documentation légale relative à la fusion a été mise à disposition pour inspection par la Société Absorbante au siège social de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver la fusion, qui est décrite dans le Projet Commun de Fusion et publié au Mémorial C numéro 2608 du 26 septembre 2014, dans toutes ses dispositions et son intégralité, sans exceptions et réserves, et en particulier, par la contribution de tous les actifs et passifs de la Société envers la Société Absorbante, sans aucune restriction ou limitation, en contrepartie d'aucune rémunération autre que l'augmentation de la valeur nette des actifs de la Société Absorbante.

La Fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes à la date des présentes, date à laquelle la Société Absorbée cessera d'exister et ses actifs et passifs seront transférés par effet de la loi à la Société Absorbante par transmission universelle de patrimoine.

Le notaire soussigné certifie l'existence et la légalité de la fusion et de tous actes, documents et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes conformément à la loi luxembourgeoise.

Quatrième résolution

L'Associé Unique note qu'à des fins comptables, les opérations de la Société seront traitées comme étant effectuées au nom de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2014.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de conserver les documents sociaux de la Société au siège social de la Société Absorbante durant la période requise par la Loi.

Sixième résolution

Dans la mesure nécessaire, l'Associé Unique confère tous pouvoirs aux membres du conseil de gérance de la Société afin de mettre en oeuvre les présentes résolutions de l'Associé Unique et, en particulier, mettre en oeuvre la transmission de tous les actifs et passifs de la Société à la Société Absorbante, pendant la durée restante de leur mandat.

L'Associé Unique note que les mandats des membres du conseil de gérance de la Société prendront fin à la date effective de la fusion.

Estimation des coûts

Les dépenses, coûts, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société en rapport avec le présent acte sont estimés à environ trois mille Euros (EUR 3.000.-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en français et qu'en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture de ce document ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52054. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175477/189.

(140201131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

log Capital Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 191.655.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first of October.

Before Maître Us, Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Electrogrupo S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the Laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 191.275,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, in Lisbon (Portugal) on October 31st, 2014.

The above mentioned proxy, being initialised “ne varietur” by the appearing party, and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation (the “Articles”) of a société à responsabilité limitée which such party declared to incorporate.

Art. 1. Form. There is hereby formed a société à responsabilité limitée, limited liability company (the “Company”), governed by the present Articles of Association and by current Luxembourg laws (the “Law”), and notably by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the “1915 Law”).

Art. 2. Name. The Company’s name is LOG Capital Management S.à r.l..

Art. 3. Purpose. The Company’s purpose is to participate in the creation, development, management and control of any company, enterprise or partnership and, more particularly, may act as director, manager and/or managing general partner (“associé commandité gérant”) of investment companies. The Company will in particular act as general partner of LOG Capital Management SIF-SICAV.

The Company may delegate, under its responsibility, part or all of its functions to local or foreign subsidiaries, branches or third parties. It may also delegate part or all of its functions to local or foreign investment advisors or other experts.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose, including the incorporation of subsidiaries, and notably to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed within the limits set forth by the Law.

Art. 4. Registered office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by resolution of the board of managers of the Company.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner required for amendment of these Articles of Association, but cannot be transferred abroad, except as otherwise provided hereunder.

If the Board of Managers considers that extraordinary events of political, economic or social nature, likely to compromise the registered office’s normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company’s nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

The Company may have offices, branches (whether or not a permanent establishment) and subsidiaries either in Luxembourg or abroad decided through simple resolution of the Board of Managers.

Art. 5. Duration. The Company is constituted for an unlimited duration.

The Company may be terminated at any time by a decision of the general meeting of shareholders in the manner required for the amendment of this Articles Association, subject to the consent of the Board of Managers.

The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder of the Company.

Art. 6. Capital. The Company’s capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

The corporate capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholder(s) adopted in the same manner required for amendment of the Articles of Association.

Art. 7. Shares. All shares have equal rights. Each Share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of Shareholders. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

The shares are freely transferable among the shareholders. Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore, the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law shall apply. The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one (1) owner per share. The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholder(s), representing the entirety of the subscribed capital of the Company. However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable sums

are available as regards the excess purchase price. Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the corporate capital.

Art. 8. Management. The Company will be managed by three (3) managers, at least, who form a board of managers (the “Board of Managers”). The manager(s) need(s) not be shareholders of the Company.

The manager(s) shall be appointed, and their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder. The remuneration of the manager(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time remove and replace any manager with legitimate cause only. All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the sole manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers.

The Company shall be bound vis-à-vis third parties, by the joint signature of one (1) “A” Manager and one (1) “B” Manager. The Board of Managers may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad-hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The Board of Managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its (their) agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency. The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company, he is only responsible for the execution of his mandate.

The decisions of the managers are taken by meeting of the Board of Managers. The Board of Managers may choose from among its members a chairman. The Board of Managers shall meet when convened by one (1) manager. Notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting. Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted. Notice can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means. The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, and electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Managers. The Board of Managers may deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the Board of Managers. Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy. A manager may represent more than one (1) manager. Any and all managers may participate in a meeting of the Board of Managers by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers. Except as otherwise required by these Articles of Associations, resolutions of the Board of Managers shall be adopted by a majority of the managers, present or represented. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote. Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers’ meeting. In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by written circular, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax, or by phone, teleconferencing or any other suitable telecommunication means. A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content. The deliberations of the Board of Managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or two (2) managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two (2) managers.

The manager(s) do(es) not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a partner or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of an extra-judicial settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 9. General meeting of shareholders. In case of plurality of shareholders, the holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

General meetings of shareholders are convened by any Manager or the Board of Managers, failing which by shareholders representing more than half of the capital of the Company. Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least eight (8) calendar days before the meeting. All notices must specify the time and place of the meeting. If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice. Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder. Each shareholder may participate in general meetings of shareholders. Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital of the Company. If this quorum is not formed at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letter to a second meeting. At this second meeting, resolutions will be taken at the majority of voting shareholders whatever portion of capital may be represented. However, resolutions to amend the Articles of Association shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, adopted by a majority in number of shareholders representing three-quarters of the corporate capital of the Company. A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of the Law. As a consequence thereof, the sole shareholder takes all decisions that exceed the powers of the Board of Managers.

Art. 10. Financial year. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st of each year.

Art. 11. Balance sheet. Each year, the Board of Managers will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s)/independent auditor (if any) and shareholder(s) toward the Company. At the same time, the Board of Managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Each shareholder may inspect, at the head office of the Company, the inventory, the balance sheet and the profit and loss account. If the shareholders number exceeds twenty-five (25), such inspection shall be permitted only during the fifteen (15) days preceding the annual general meeting of shareholders.

Art. 12. Reserve and dividends. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company. Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into. The general meeting of shareholders may decide, at the majority vote determined by the Law, that the excess be distributed to the shareholders proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 13. Interim dividends. Notwithstanding the provisions of article 12, the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the Board of Managers itself and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Art. 14. Winding-up - Liquidation. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) may agree on the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof. The liquidation will be carried out by one (1) or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which will specify their powers and fix their remuneration. When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold.

Art. 15. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Transitional measures

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date hereof and end on December 31st, 2015.

Subscription - Payment

All twelve thousand five hundred (12,500) shares representing the capital have been entirely subscribed as follows:
twelve thousand five hundred (12,500) fully paid-up shares with no par value are subscribed by Electrogrupo S.à r.l., prenamed.

The subscribed capital has been fully paid up in cash; therefore the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

General meeting of the sole shareholder

The appearing party, representing the entire subscribed share capital and considering itself as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of the sole shareholder of the Company.

1) The number of managers is fixed at three (3).

2) The following persons are appointed as managers of the Company with immediate effect and for an undetermined duration:

- Mr. João TEIXEIRA, residing at Rua João Luiz de Moura, N° 57, 2750-387 Cascais, Portugal, "A" Manager;

- Mr. Miguel ANTÃO, residing at Rua Damião de Góis N° 16, 1° Esq. 1400-089 Lisbon, Portugal, "A" Manager; and

- Mr. Christophe LENTSCHAT, residing at 111, rue des Romains, L-8041 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, "B" Manager.

3) The Company shall be bound vis-à-vis third parties by the joint signature of one (1) "A" manager and one (1) "B" manager or by the signature of such person(s) to which such power has been delegated.

4) The Company shall have its registered office at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le trente et un octobre.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Electrogrupo S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous la Loi luxembourgeoise, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.275,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée à Lisbonne (Portugal) le 31 octobre 2014.

La procuration mentionnée ci-dessus étant initiée "ne varietur" par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement auprès des autorités.

Le comparant agissant en sa qualité, a demandé au notaire de rédiger les statuts suivants (les "Statuts") de la société à responsabilité limitée que le comparant souhaite constituer.

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée (la "Société"), régie par les présents Statuts et par la loi luxembourgeoise en vigueur (la "Loi"), et notamment la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi de 1915").

Art. 2. Dénomination. Le nom de la Société est LOG Capital Management S.à r.l..

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est de participer à la création, la promotion, l'administration et au contrôle de toute société, entreprise et plus particulièrement elle peut agir en tant que directeur, gérant et/ou associé commandité gérant de société d'investissements. La Société agira en particulier en tant que associé commandité gérant de LOG Capital Management SIF SICAV.

La Société peut déléguer, sous sa responsabilité, une partie ou la totalité de ses fonctions à des filiales locales ou étrangères, des succursales ou des tiers. Elle peut également déléguer une partie ou la totalité de ses fonctions à des conseillers en investissement locaux ou étrangers ou à d'autres experts.

La Société peut effectuer toute opération commerciale, technique ou financière directement ou indirectement connectée dans tous les domaines décrits ci-dessus afin de faciliter la réalisation de son objet social, y compris la constitution de filiale et notamment d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée dans la limite prescrite par la Loi.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Le siège social de la Société peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par une résolution du conseil de gérance de la Société.

Le siège social de la Société peut être transféré à tout autre endroit dans le Grand-Duché du Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant de la manière requise pour une modification des Statuts, mais ne peut être transféré à l'étranger, sauf les cas prévus ci-dessous.

Si le Conseil de Gérance considère que des événements extraordinaires de nature politique, économique ou sociale, susceptibles de compromettre l'activité normale du siège social ou une communication aisée entre ce siège et l'étranger sont intervenus ou sont imminents, il peut temporairement transférer le siège social à l'étranger jusqu'à ce que ces circonstances anormales aient cessées complètement. Cette mesure temporaire ne doit cependant avoir aucun impact sur la nationalité de la Société, qui nonobstant un transfert à l'étranger, restera une société luxembourgeoise.

La Société peut avoir des bureaux, succursales (établie ou non de manière permanente) et des filiales au Luxembourg ou à l'étranger, décidé par simple résolution du conseil de Gérance.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par une décision de l'assemblée générale des associés de la façon requise pour modifier les Statuts, soumise à l'approbation du Conseil de Gérance.

L'existence de la Société ne s'arrête pas en cas de décès, suspension des droits civils, redressement ou liquidation judiciaire de tout associé de la Société.

Art. 6. Capital Social. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales avec une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'Assemblée générale des associés adoptée de la même manière requise pour une modification des Statuts.

Art. 7. Parts sociales. Toutes les parts sociales ont des droits égaux. Chaque part sociale donne droit à un vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires. Chaque associé a des droits de vote correspondant à sa participation.

Les parts sociales sont transférables librement entre les associés.

Les parts sociales ne peuvent être transférées inter vivos à des non-associés sauf si des associés représentant au moins les trois quarts du capital social y ont consenti en assemblée générale.

De plus, les dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915 seront applicables. Les parts sociales sont indivisibles vis-à-vis de la Société, qui n'admet qu'un seul associé par part sociale. La Société aura le pouvoir de racheter ses propres parts sociales. Un tel rachat devra être sanctionné par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés, représentant l'intégralité du capital souscrit de la Société. Cependant, dans le cas où le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où des sommes distribuables sont disponibles de manière suffisante au vu du surplus du prix d'achat. Ces parts sociales rachetées seront annulées par une réduction du capital social.

Art. 8. Gérance. La Société est gérée par un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance") comprenant au moins trois (3) membres. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés de la Société.

Les gérants seront nommés et leur rémunération déterminée, par une résolution de l'assemblée générale des associés prise par une majorité simple des votes ou en cas d'associé unique, par une décision prise par le seul associé. La rémunération de(s) gérant(s) peut être modifiée par une résolution prise dans les mêmes conditions de majorité. L'assemblée générale des associés ou l'associé unique (le cas échéant) pourra à tout moment révoquer et remplacer tout gérant uniquement pour cause légitime. Tous les pouvoirs qui ne sont pas en vertu de la Loi ou des Statuts expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou à l'associé unique (le cas échéant) tombe sous la compétence du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérant, du Conseil de Gérance.

La Société sera liée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de un (1) gérant «A» et un (1) gérant «B». Le Conseil de Gérance pourra de temps en temps sous-déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad-hoc qui ne doivent pas nécessairement être des associés ou gérants de la Société. Le Conseil de Gérance déterminera les pouvoirs, obligations et rémunération (si applicable) de son/ses agent(s), la durée de la période de représentation et toute autre condition relative à son/ses agents. La résolution du Conseil de Gérance devra être adoptée par la majorité des gérants présents ou représentés.

Aucun gérant ne contracte dans ses fonctions des obligations personnelles relatives aux engagements pris par lui au nom de la Société; en tant que représentant de la Société, il n'est responsable que pour l'exécution de son mandat.

Les décisions des gérants sont prises par réunion du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance peut choisir parmi ses membres un président. Le Conseil Gérance pourra se réunir lorsqu'il est convoqué par un (1) gérant. L'avis de convocation pour toute réunion du Conseil de Gérance doit être transmis à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant l'horaire fixé pour cette réunion, sauf en cas d'urgence, dont la nature est à déterminer dans le procès-verbal de la réunion. Toute notification doit préciser l'horaire et l'endroit de la réunion et la nature des sujets qui seront traités. Une notification peut être donnée à tout gérant oralement, par écrit ou par fax, telegram, telex et moyens

électroniques ou tout autre moyen de communication approprié. La notification peut être exclue sur autorisation par écrit par fax, telegram, telex et moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié, de chaque gérant.

La réunion sera dûment tenue sans notification préalable si tous les gérants sont présents ou dûment représentés. Aucune notice séparée n'est requise pour les réunions tenues à une date et un endroit précisés dans une annexe adoptée précédemment par une résolution du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si une majorité des gérants est présente ou représentée à une réunion du Conseil de Gérance. Tout gérant peut agir à une réunion du Conseil de Gérance en nommant par écrit par fax, telegram, telex et moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un autre gérant comme représentant. Un gérant peut représenter plus d'un (1) gérant. Tout et tous les gérants peuvent participer à une réunion du Conseil de Gérance par téléphone, videoconférence ou tout autre moyen de télécommunication approprié permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre les uns les autres en même temps. Une telle participation à une réunion est considérée comme équivalente à une participation en personne à une réunion du Conseil de Gérance. Sauf les cas où les Statuts en disposent autrement, les résolutions du Conseil de Gérance sont adoptées par la majorité des gérants présents ou représentés. Dans le cas ou lors d'une réunion, le nombre de votes pour ou contre une résolution est égal, le président de la réunion aura un vote prépondérant. Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que les résolutions approuvées en réunion du Conseil de Gérance. Dans ces cas les résolutions ou décisions sont prises expressément, soit formulées par une circulaire écrite, transmise par courrier simple, électronique ou fax ou téléphone ou téléconférence ou tout moyen de télécommunication appropriés. Une résolution écrite peut être documentée en un seul document ou en plusieurs documents séparés ayant le même contenu. Les délibérations du Conseil de Gérance sont enregistrées dans le procès-verbal, qui doit être signé par le président ou deux (2) gérants. Toute retranscription ou extrait de ce procès-verbal doit être signé par le Président ou deux (2) gérants.

Le(s) gérant(s) n'engage(nt) pas sa/leur responsabilité en raison de son/leur fonction, en relation avec les engagements pris régulièrement par eux au nom de la Société. Ils sont uniquement des agents mandatés et ne sont donc responsable que pour l'exécution de leur mandat.

La Société indemnisera tout gérant ou agent et ses héritiers, exécuteurs et gérants, pour toutes dépenses raisonnablement engagée par lui en rapport avec toute action ou procédure à laquelle il pourra être partie en raison de son mandat courant ou passé de gérant ou agent de la Société ou, à sa demande, de toute société avec laquelle la Société est en partenariat ou dont elle est créancière et de laquelle il ne peut obtenir une indemnisation, sauf dans les cas dans lesquels ils seraient, dans le cadre de telles actions ou procédures, considérés comme responsable pour cause de négligence ou de faute intentionnelle; dans le cas d'un règlement extra-judiciaire, l'indemnisation ne sera donnée que pour les domaines en relation avec les matières couvertes par le règlement pour lesquelles la Société est informée par avocat que la personne à indemniser n'a pas commis de manque à son devoir. Le droit à être indemnisé mentionné ci-dessus n'exclut pas tout autre droit auquel il peut prétendre.

Art. 9. Assemblée générale des associés. En cas de pluralité d'associés, la tenue d'une assemblée générale des associés n'est pas obligatoire dès lors que le nombre d'associés est inférieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé doit recevoir par écrit par fax, telegram, telex et moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié toutes les résolutions ou décisions ou décisions à prendre. Chaque associé vote par écrit.

Les assemblées générales des associés sont convoquées par tout Gérant ou le Conseil de Gérance, ou sinon par des associés représentant plus de la moitié du capital de la Société. Des notifications écrites convoquant une assemblée générale et dressant un agenda doivent être rédigées suivant les dispositions de la Loi et doivent être envoyées à chaque associé au moins huit (8) jours avant la réunion. Toutes les notices doivent indiquer l'horaire et le lieu de la réunion. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale, et déclarent avoir été dûment informé de l'agenda de la réunion, l'assemblée générale peut être tenue sans notification préalable. Tout associé peut agir à l'assemblée générale en désignant par écrit par fax, telegram, telex et moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié une autre personne qui ne devra pas nécessairement être associé. Chaque associé peut participer à l'assemblée générale des associés. Les résolutions à l'assemblée générale des associés sont prises valablement dès lors qu'elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint à la première convocation, les associés sont immédiatement convoqués par courrier recommandé à une seconde assemblée. A cette deuxième assemblée, les résolutions seront prises à la majorité des associés votant quelle que soit la proportion du capital représentée. Cependant, les résolutions modifiant les Statuts doivent être prises par une assemblée générale extraordinaire des associés, adoptées par une majorité d'associés représentant les trois-quarts du capital social de la Société. Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés ainsi que le prévoit les dispositions de la Loi. En conséquence, l'associé unique prend toutes les décisions qui dépassent les pouvoirs du Conseil de Gérance.

Art. 10. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et termine le 31 décembre.

Art. 11. Comptes annuels. Chaque année, le Conseil de Gérance dresse un compte de bilan qui contiendront un enregistrement des biens de la Société avec ses dettes et charges et accompagné par son annexe contenant un résumé de tous ses engagements et les dettes des gérants, le(s) réviseur(s) d'entreprise(s)/auditeur indépendant (le cas échéant)

et associés de la Société. En même temps, le Conseil de Gérance préparera un compte de résultat qui sera soumis à l'assemblée générale ordinaire des associés, avec le bilan.

Chaque associé peut inspecter, au siège social de la Société, l'inventaire, le bilan et le compte de résultat. Si le nombre d'associés dépasse les vingt-cinq (25), une telle inspection ne sera permise que durant les quinze (15) jours précédant l'assemblée générale ordinaire des associés.

Art. 12. Réserve et dividendes. Le solde du compte de résultat, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions représentent le profit net de la Société. Chaque année, cinq pourcent (5%) du profit net sera transféré à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire dès lors que la réserve atteint un dixième du capital émis mais doit être reprise jusqu'à ce que la réserve soit reconstituée si, à un moment donné et quel qu'en soit la raison, elle a été entamée. L'assemblée générale des associés peut décider, aux règles de majorité prévues par la Loi, que le surplus soit distribué aux associés proportionnellement à leur participation dans la Société, en tant que dividendes ou soit reporté ou affecté à une réserve exceptionnelle.

Art. 13. Dividendes intérimaires. Malgré les dispositions de l'article 12, l'Assemblée Générale des associés ou l'associé unique (comme cela peut être le cas) peut décider de payer les dividendes intérimaires avant la fin de l'année fiscale en cours, sur la base d'un relevé des comptes préparé par le Conseil de Gérance lui-même et montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, il est entendu que le montant devant être distribué ne doit pas excéder les profits réalisés depuis la fin de la dernière année fiscale, augmentés du report bénéficiaire et des réserves disponibles, mais diminué des pertes reportées et des sommes étant allouées à une réserve établie en accord avec la Loi ou les Statuts.

Art. 14. Dissolution - Liquidation. L'assemblée générale des associés, à la majorité déterminée par la Loi, ou l'associé unique (le cas échéant) peut décider de la dissolution ou liquidation de la Société et des conditions qui y sont relatives. La liquidation sera exécutée par un (1) ou plusieurs liquidateurs, personne physique ou morale, désignée par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (le cas échéant) qui déterminera leur pouvoir et leur rémunération. Lorsque la liquidation de la Société est clôturée, les actifs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement aux parts sociales qu'ils détiennent.

Art. 15. Loi applicable. Il est fait référence aux dispositions de la Loi pour les cas où les présents Statuts ne prévoient rien.

Mesures transitoires

Exceptionnellement, la première année fiscale commencera à ce jour et terminera le 31 décembre 2015.

Souscription - Paiement

Toutes les douze mille cinq cents (12,500) parts sociales représentant le capital ont été intégralement souscrites comme suit:

douze mille cinq cents (12.500) parts sociales entièrement libérées sans valeur nominale, par Electrogrupo S.à r.l., nommé ci-avant.

Le capital souscrit a été entièrement libéré en liquide; en conséquence, le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dorénavant à la disposition de la Société, ce dont il a été fait la preuve au notaire.

Estimation des coûts

Les coûts, frais et charges quels que soient leur forme, qui sont portées par la Société ou qui seront facturés en relation avec sa constitution, ont été estimés à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Assemblée générale de l'associé unique

La partie comparante, représentant le capital intégralement souscrit et se considérant comme ayant été dûment convoqué, a immédiatement tenu une assemblée générale des associés de la Société.

- 1) Le nombre de gérants est fixé à trois (3)
- 2) Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:
 - Monsieur João TEIXEIRA, résidant à Rua João Luiz de Moura, N° 57, 2750-387 Cascais, Portugal, Gérant "A";
 - Monsieur Miguel ANTÃO, résidant à Rua Damião de Góis N° 16, 1° Esq. 1400-089 Lisbon, Portugal, Gérant "A"; et
 - Monsieur Christophe LENTSCHAT, résidant au 111, rue des Romains, L-8041 Strassen, Grand-Duché du Luxembourg, Gérant "B".
- 3) La Société est lié vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un (1) Gérant "A" et d'un (1) Gérant "B" ou par la signature d'une personne à qui un tel pouvoir a été conféré.
- 4) La Société a son siège social au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les comparants ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdits comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 04 novembre 2014. LAC/2014/51610. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014174724/413.

(140199926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

RCG IO Equity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4243 Esch-Sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels.

R.C.S. Luxembourg B 183.005.

In the year two thousand and fourteen, on the twentieth of October.

Before us Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

RCG International Opportunities S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 500,000.-, having its registered office at 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-sur-Alzette, registered with the Luxembourg trade and companies' register under registration number B 114.603 (the "Sole Shareholder"), incorporated pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, on 17 February 2006 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 968 on 17 May 2006,

here represented by Mr. Matthias Le Pan, maître en droit, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 16 October 2014.

This proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder of RCG IO Equity S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500.-, having its registered office at 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-sur-Alzette, registered with the Luxembourg trade and companies' register under the registration number B 183.005 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Paul Meyers, on 4 December 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 104 on 13 January 2014.

The Sole Shareholder, representing the entire share capital of the Company, requests the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to create new classes of shares of the Company as follows:

- (a) "Class C Ordinary Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, having its own share premium account (the "Class C Share Premium");
- (b) "Class E Ordinary Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, having its own share premium account (the "Class E Share Premium");
- (c) "Class L Ordinary Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, having its own share premium account (the "Class L Share Premium"); and
- (d) "Class S Ordinary Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, having its own share premium account (the "Class S Share Premium").

The rights and obligations attached to the various classes of shares are more specifically set out here below in the subsequent resolutions.

Second Resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of ten million eight hundred forty-one thousand three hundred fifty-three euro (EUR 10,841,353.-) in order to increase it from its current amount of

twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to a total amount of ten million eight hundred fifty-three thousand eight hundred fifty-three euro (EUR 10,853,853.-) through the issue of:

(i) sixteen thousand seven hundred and fifty (16,750) Class C Ordinary Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each;

(ii) four thousand five hundred and forty-eight (4,548) Class E Ordinary Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each

(iii) ten million eight hundred and five thousand six hundred and thirty-five (10,805,635) Class L Ordinary Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each; and

(iv) fourteen thousand four hundred and twenty (14,420) Class S Ordinary Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

All of the ten million eight hundred forty-one thousand three hundred fifty-three (10,841,353) new shares of the Company have been subscribed by the Sole Shareholder for a total subscription price of seventy-two million two hundred seventy-five thousand six hundred eighty-five euro and seventeen cent (EUR 72,275,685.17), whereof a total amount of ten million eight hundred forty-one thousand three hundred fifty-three euro (EUR 10,841,353.-) shall be allocated to the share capital of the Company and an amount of sixty-one million four hundred thirty-four thousand three hundred thirty-two euro and sixteen cent (EUR 61,434,332.17) shall be allocated to the share premium account of the Company.

Of the shares so subscribed:

1. sixteen thousand seven hundred and fifty (16,750) Class C Ordinary Shares have been paid up by a contribution in kind consisting in the contribution of eight hundred and forty (840) shares of Caldergroup Swiss AG, a Aktiengesellschaft, organized under the laws of Switzerland, having its registered office at 59, Vadianstrasse, 9000, St. Gallen, Switzerland and registered with the commercial register of canton St. Gallen under number CHE-112.673.867 (the “Calder Contribution”), whereas the total contribution amount for the Calder Contribution in the amount one hundred eleven thousand six hundred sixty-nine euro and thirty-eight cent (EUR 111,669.38) consists of sixteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 16,750.-) for the share capital to be allocated to the Class C Ordinary Shares, and ninety-four thousand nine hundred nineteen euro and thirty-eight cent (EUR 94,919.38) for the Class C Share Premium;

2. four thousand five hundred and forty-eight (4,548) Class E Ordinary Shares have been fully paid up by a contribution in cash so that the total contribution in the amount of thirty thousand three hundred seventeen euro (EUR 30,317) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary, whereas four thousand five hundred forty-eight euro (EUR 4,548.-) are allocated to the share capital and twenty-five thousand seven hundred sixty-nine euro (EUR 25,769.-) are allocated to the Class E Share Premium;

3. ten million eight hundred and five thousand six hundred and thirty-five (10,805,635) Class L Ordinary Shares have been paid up by a contribution in kind consisting in the contribution of:

- one hundred and sixty-seven million five hundred and twelve thousand nine hundred and sixty-eight (167,512,968) shares of Linkem Spa, a società per azioni, organized under the laws of Italy, having its registered office at Roma (RM) viale citta d Europa 681 cap 00144 and registered with the commercial register of Rome (Camera di Commercio Roma) under number RM - 1001381 (the “Linkem Share Contribution”), whereas the total contribution amount for the Linkem Share Contribution in the amount of seventy-one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred sixty-seven euro and fifty-five cent (EUR 71,987,567.55) consists of ten million seven hundred ninety-eight thousand one hundred thirty-five euro (EUR 10,798,135.-) for the share capital to be allocated to the Class L Ordinary Shares, and sixty-one million one hundred eighty-nine thousand four hundred thirty-two euro and fifty-five cent (EUR 61,189,432.55) for the Class L Share Premium;

- a claim of an aggregate amount of fifty thousand euro (EUR 50,000), towards Linkem Spa, pre-named (the “Linkem Claim Contribution”); whereas the total contribution amount for the Linkem Claim Contribution in the amount of fifty thousand euro (EUR 50,000.-) consists of seven thousand five hundred euro (EUR 7,500.-) for the share capital to be allocated to the Class L Ordinary Shares, and forty-two thousand five hundred euro (EUR 42,500.-) for the Class L Share Premium; and

4. fourteen thousand four hundred and twenty (14,420) Class S Ordinary Shares have been paid up by a contribution in kind consisting in the contribution of point zero one (0.01) part of interest in Synova Capital Fund I L.P., a limited partnership, organized under the laws of England, having its registered office at 41 Dover Street, London W1S 4NS and registered with the Companies House under number LP12556 (the “Synova Contribution”), including all the rights and obligations attached to such part of interest, whereas the total contribution amount for the Synova Contribution in the amount of ninety six thousand one hundred thirty-one euro and twenty-four cent (EUR 96,131.24) consists of fourteen thousand four hundred twenty euro (EUR 14,420.-) for the share capital to be allocated to the Class S Ordinary Shares, and eighty-one thousand seven hundred eleven euro and twenty-four cent (EUR 81,711.24) for the class S Share Premium.

The proof of the existence and of the value of the above mentioned contribution in cash and in kind has been produced to the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves as a result of the abovementioned resolutions to amend article 5 of the articles of association of the Company and to insert a share tracking mechanism so that the Class C Ordinary Shares entitle their

holders to the Available Amount C (as defined below), the Class E Ordinary Shares entitle their holders to the Available Amount E (as defined below), the Class L Ordinary Shares entitle their holders to the Available Amount L (as defined below) and the Class S Ordinary Shares entitle their holders to the Available Amount S (as defined below).

Article 5 of the articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at ten million eight hundred fiftythree thousand eight hundred fifty-three euro (EUR 10,853,853.-), represented by

(i) twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the “Ordinary Shares”, the holders thereof being referred to as the “Ordinary Shareholders”);

(ii) sixteen thousand seven hundred and fifty (16,750) class C ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the “Class C Ordinary Shares”, the holders thereof being referred to as the “Class C Shareholders”);

(iii) four thousand five hundred and forty-eight (4,548) class E ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the “Class E Ordinary Shares”, the holders thereof being referred to as the “Class E Shareholders”);

(iv) ten million eight hundred and five thousand six hundred and thirty-five (10,805,635) class L ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the “Class L Ordinary Shares”, the holders thereof being referred to as the “Class L Shareholders”); and

(v) fourteen thousand four hundred and twenty (14,420) class S ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the “Class S Ordinary Shares”, the holders thereof being referred to as the “Class S Shareholders”).

5.2 Any reference made hereinafter to the “shares” shall be construed as a reference to shares of the above-mentioned classes of shares, depending on the context and as applicable. The same construction applies to any reference made hereinafter to the “shareholders” of the Company.

5.3 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.4 The Company may redeem its own shares.

5.5. Where there is more than one class of shares and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, the resolution must, in order to be valid, fulfil with respect to each class the conditions as to attendance and majority laid down in article 12 of the articles of association of the Company.

5.6. All shares shall have the same rights, except that (i) the Class C Shares entitle their holders to the Available Amount C, (ii) the Class E Ordinary Shares entitle their holders to the Available Amount E (as defined below), (iii) the Class L Shares entitle their holders to the Available Amount L and (iv) the Class S Shares entitle their holders to the Available Amount S.

5.7 For the purpose of these articles of association, the defined terms shall be construed as follows:

“Available Amount C” shall mean at any time the total amount of cumulative proceeds (including, but not limited to the capital gains, liquidation surplus, dividends) received in connection with the Investment C, reduced by (a) all expenses and charges directly or indirectly attributed to the holding, management or disposal of Investment C (including, but without limitation, any payment made under any debt instrument convertible into Class C Shares), (b) a proportion based on the portion reflected by the Investment C out of the total investments made by the Company of all other cost of the Company other than related to an Investment and (c) in the same proportion, any amount allocated to the legal reserve.

“Available Amount E” shall mean at any time the total amount of cumulative proceeds (including, but not limited to the capital gains, liquidation surplus, dividends) received in connection with the Investment E, reduced by (a) all expenses and charges directly or indirectly attributed to the holding, management or disposal of Investment E (including, but without limitation, any payment made under any debt instrument convertible into Class E Shares), (b) a proportion based on the portion reflected by the Investment E out of the total investments made by the Company of all other cost of the Company other than related to an Investment and (c) in the same proportion, any amount allocated to the legal reserve.

“Available Amount L” shall mean at any time the total amount of cumulative proceeds (including, but not limited to the capital gains, liquidation surplus, dividends) received in connection with the Investment L, reduced by (a) all expenses and charges directly or indirectly attributed to the holding, management or disposal of Investment L (including, but without limitation, any payment made under any debt instrument convertible into Class L Shares), (b) a proportion based on the portion reflected by the Investment L out of the total investments made by the Company of all other cost of the Company other than related to an Investment and (c) in the same proportion, any amount allocated to the legal reserve.

“Available Amount S” shall mean at any time the total amount of cumulative proceeds (including, but not limited to the capital gains, liquidation surplus, dividends) received in connection with the Investment S, reduced by (a) all expenses and charges directly or indirectly attributed to the holding, management or disposal of Investment S (including, but without limitation, any payment made under any debt instrument convertible into Class S Shares), (b) a proportion based on the portion reflected by the Investment S out of the total investments made by the Company of all other cost of the Company other than related to an Investment and (c) in the same proportion, any amount allocated to the legal reserve.

“Class C Share Premium” means the share premium contributed to the Company in relation to the Investment C and allocated to a specific class C share premium account.

“Class E Share Premium” means the share premium contributed to the Company in relation to the Investment E and allocated to a specific class E share premium account.

“Class L Share Premium” means the share premium contributed to the Company in relation to the Investment L and allocated to a specific class L share premium account.

“Class S Share Premium” means the share premium contributed to the Company in relation to the Investment S and allocated to a specific class S share premium account.

“Investment C” means the investments made by the Company in Caldergroup Swiss AG, a Aktiengesellschaft, organized under the laws of Switzerland, having its registered office at 59, Vadianstrasse, 9000, St. Gallen, Switzerland and registered with the commercial register of canton St. Gallen under number CHE-112.673.867.

“Investment E” means the investments made by the Company in Eolia Renovables de Inversiones SCR, SA, organized under the laws of Spain, having its registered office at Madrid, Padilla 17, Spain and registered with the trade registry of Madrid under volume 24630, sheet 30, page M-443315.

“Investment L” means the investments made by the Company in Linkem Spa, a società per azioni, organized under the laws of Italy, having its registered office at Roma (RM) viale città d Europa 681 cap 00144 and registered with the commercial register of Rome (Camera di Commercio Roma) under number RM - 1001381.

“Investment S” means the investments made by the Company in Synova Capital Fund I L.P., a limited partnership, organized under the laws of England and Wales, having its registered office at 41 Dover Street, London W1S 4NS and registered with the Companies House under number LP12556.

“Investment” means the Investment C, the Investment E, the Investment L and the Investment S.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves as a result of the abovementioned resolutions regarding the creation of classes of shares and the tracking mechanism to amend article 21 and 22 of the articles of association of the Company, in order to define the dividend payment rights to the different shareholders and which shall now read as follows:

“ Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company’s assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company’s legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 In case of distributions by the Company to its shareholders, the Class C Shares entitle their holders pro rata to the Available Amount C, the Class E Shares entitle their holders pro rata to the Available Amount E, the Class L Shares entitle their holders pro rata to the Available Amount L and the Class S Shares entitle their holders pro rata to the Available Amount S.

21.6 For the avoidance of doubt and notwithstanding anything to the contrary herein, any distributions in accordance with this clause 21 may not exceed the amount available for distribution determined in accordance with the provisions of Luxembourg law in a given financial year.

21.7 In case the calculation of the Available Amount C and/or Available Amount E and/or Available Amount L and/or Available Amount S, as the case may be, would result in a negative value, (i) the other available amounts for distribution in such given financial year will be reduced accordingly pro rata, and (ii) such other available amounts will be increased accordingly pro rata in the following financial year(s) to compensate any such reduction.

21.8 Any proceeds received by the Company or liabilities incurred by the Company, but not included in the definition of Available Amount C and/or Available Amount E and/or Available Amount L and/or Available Amount S shall be shared pro rata with all the shareholders, including the holders of Ordinary Shares.

21.9 These provisions do not segregate the assets of the Company into compartments enforceable in relation to the third parties.”; and

“ Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed. Any interim distribution will be made in accordance with the provisions of article 21.

22.2 The Class C Share Premium shall only be available for distribution, repayment or any other form of use to the Class C Shareholders; the Class E Share Premium shall only be available for the distribution, repayment or any other form of use to the Class E Shareholders; the Class L Share Premium shall only be available for distribution, repayment or any other form of use to the Class L Shareholders and the Class S Share Premium shall only be available for distribution, repayment or any other form of use to the Class S Shareholders.

22.3 Any additional share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely created and paid-in by decision of the general meeting of shareholders and be distributed to such class of shares as pre-determined at the time of the contribution, respectively distributed to all the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.”

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about seven thousand five hundred euro.

Deed

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the

English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

Résolutions de l'associé unique

L'an deux mille quatorze, le vingt octobre,

Par-devant nous, Maître Jean-Paul Meyers, notaire résidant à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

RCG International Opportunities S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 500.000,-, dont le siège social est situé au 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-sur-Alzette, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114.603 (l'«Associé Unique»), constituée selon acte reçu par Maître Jean Seckler, le 17 février 2006 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 968 le 17 mai 2006,

ci-après représentée par M. Matthias Le Pan, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 16 octobre 2014.

Les procurations, paraphées ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de RCG IO Equity S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 12.500,-, dont le siège social est situé au 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183.005 (la "Société"), constituée par acte de Maître Jean-Paul Meyers, le 4 décembre 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 104 le 13 janvier 2014. L'Associé Unique, représentant l'entière du capital social de la Société, requiert le notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de créer de nouvelles classes de parts sociales de la Société comme suit:

(a) «Parts sociales Ordinaires de Classe C» d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant leur propre compte de prime d'émission (la «Prime d'Émission de Classe C»);

(b) «Parts Ordinaires de Classe E» d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant son propre compte de prime d'émission (la «Prime d'Émission de Classe E»); et

(c) «Parts Ordinaires de Classe L» d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant son propre compte de prime d'émission (la «Prime d'Émission de Classe L»); et

(d) «Parts Ordinaires de Classe S» d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant son propre compte de prime d'émission (la «Prime d'Émission de Classe S»).

Les droits et obligations attachés aux différentes catégories de parts sont plus particulièrement exposés ci-dessous dans les résolutions suivantes.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de dix million huit cent quarante et un mille trois cent cinquante-trois euros (EUR 10.841.353) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) à un montant total de dix million huit cent cinquante-trois mille huit cent cinquante-trois euros (EUR 10.853.853) par l'émission de:

(i) seize mille sept cent cinquante (16.750,-) Parts Ordinaires de Classe C ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune;

(ii) quatre mille cinq cent quarante-huit (4.548) Parts Ordinaires de Classe E ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-)

(iii) dix million huit cent cinq mille six cent trente-cinq (10.805.635) Parts Ordinaires de Classe L ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune; et

(iv) quatorze mille quatre cent vingt (14.420) Parts Ordinaires de Classe S ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

La totalité des dix million huit cent quarante et un mille trois cent cinquante-trois (EUR 10.841.353) nouvelles parts sociales de la Société ont été souscrites par l'Associé Unique pour un prix de souscription total de soixante-douze millions deux cent soixante-quinze mille six cent quatre-vingt-cinq euros et dix-sept centimes (EUR 72.275.685,17) dont un montant de dix million huit cent quarante et un mille trois cent cinquante-trois euros (EUR 10.841.353,-) est alloué au capital social de la Société et un montant de soixante et un millions quatre cent trente-quatre mille trois cent trente-deux euros et dix-sept centimes (EUR 61.434.332,17) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

Les parts sont ainsi souscrites:

1. seize mille sept cent cinquante (16.750) Parts Ordinaires de Classe C ont été libérées par l'apport en nature consistant en huit cent quarante (840) actions de Caldergroup Swiss AG, une Aktiengesellschaft, soumise au droit suisse, dont le siège social est situé au 59, Vadianstrasse, 9000, St. Gallen, Suisse et immatriculée auprès du registre du commerce du canton de St. Gallen sous le numéro CHE-112.673.867 (l'«Apport Calder»); le montant total pour l'Apport Calder d'un montant de cent onze mille six cent soixante-neuf euros et trente-huit centimes (EUR 111.669,38) est réparti en (i) seize mille sept cent cinquante euros (EUR 16.750,-) pour le capital social, alloués aux Parts Ordinaires de Classe C et (ii) quatre-vingt-quatorze mille neuf cent dix-neuf euros et trente-huit centimes (EUR 94.919,38) pour la Prime d'Émission de Classe C;

2. quatre mille cinq cent quarante-huit (4.548) Parts Ordinaires de Classe E ont été entièrement libérées par un apport en numéraire, de telle manière qu'un montant de trente mille trois cent dix-sept euros (EUR 30.317) a été rendu disponible pour la Société, tel que justifié au notaire soussigné, un montant de quatre mille cinq cent quarante-huit euros (4.548,-) étant alloué au capital social et un montant de vingt-cinq mille sept cent soixante-neuf euros (EUR 25.769,-) étant alloué à la Prime d'Émission de Classe E;

3. dix million huit cent cinq mille six cent trente-cinq (10.805.635) Parts Ordinaires de Classe L ont été libérées par un apport en nature consistant en:

- cent soixante-sept millions cinq cent douze mille neuf cent soixante-huit (167.512.968) actions de Linkem Spa, une società per azioni, soumise au droit italien, dont le siège social est situé à Viale Città d'Europa 681 cap 00144, Rome (RM), Italie, et immatriculée auprès du registre de commerce de Rome (Camera di Commercio Roma) sous le numéro RM - 1001381 (l'«Apport de Parts Linkem»);

le montant total pour l'Apport de Parts Linkem d'un montant de soixante et onze millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent soixante-sept euros et cinquante-cinq centimes (EUR 71.987.567,55) est réparti en (i) dix millions sept cent quatre-vingt-dix-huit mille cent trente-cinq euros (EUR 10.798.135,-) pour le capital social, alloués aux Parts Ordinaires de Classe L et (ii) soixante et un millions cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent trente-deux euros et cinquante-cinq centimes (EUR 61.189.432,55) pour la Prime d'Émission de Classe L;

- cinquante mille (50.000) titres de créance ayant une valeur d'un euro (EUR 1,-) chacun, pour un montant cumulé de cinquante mille euros (EUR 50.000,-), contre Linkem SpA, susmentionné (la «L'Apport de Titres de Créance»); le montant total pour l'Apport de Titres de Créance d'un montant de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) est réparti en (i) sept mille cinq cents euros (EUR 7.500,-) pour le capital social, alloués aux Parts Ordinaires de Classe L et (ii) quarante-deux mille cinq cents euros (EUR 42.500,-) pour la Prime d'Émission de Classe L; et

4. quatorze mille quatre cent vingt (14.420) Parts Ordinaires de Classe S ont été libérées par l'apport en nature consistant en l'apport d'un centième (0,01) de part d'intérêts dans Synova Capital Fund I L.P., une limited partnership, soumise au droit anglais, dont le siège social est situé au 41, Dover Street, Londres W1S 4NS, Royaume Uni, et immatriculée auprès du Companies House sous le numéro LP12556 (l'«Apport Synova»), incluant tous les droits et obligations attachés à une telle part d'intérêts; le montant total pour l'Apport Synova d'un montant de quatre-vingt-seize mille cent trente et un euros et vingt-quatre centimes (EUR 96.131,24) est réparti en (i) quatorze mille quatre cent vingt euros (EUR 14.420,-) pour le capital social, alloués aux Parts Ordinaires de Classe S et (ii) quatre-vingt et un mille sept cent onze euros et vingt-quatre centimes (EUR 81.711,24) pour la Prime d'Émission de Classe S.

La preuve de l'existence et de la valeur des apports en numéraire et en nature ci-dessus a été produite devant le notaire soussigné.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide, en conséquence des résolutions ci-dessus, de modifier l'article 5 des statuts de la Société et d'insérer un mécanisme de traçabilité des parts de telle sorte que (i) les Parts Ordinaires de Classe C ouvrent droit au Montant Disponible C (tel que défini ci-dessous), (ii) les Parts Ordinaires de Classe E ouvrent droit au Montant Disponible L (tel que défini ci-dessous), (iii) les Parts Ordinaires de Classe L ouvrent droit au Montant Disponible C (tel que défini ci-dessous) et que (vi) les Parts Ordinaires de Classe S ouvrent droit au Montant Disponible S (tel que défini ci-dessous). En conséquence de la résolution qui précède, l'article 5.1. des statuts de la Société est modifié et se lira désormais comme suit:

« Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à dix million huit cent cinquante-trois mille huit cent cinquante-trois euros (EUR 10.853.853,-), représenté par

(i) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Parts Ordinaires», référence étant faite à leurs porteurs comme des «Associés Ordinaires»);

(ii) seize mille sept cent cinquante (16.750) parts sociales ordinaires de classe C ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Parts de Classe C», référence étant faite à leurs porteurs comme des «Associés de Classe C»);

(iii) quatre mille cinq cent quarante-huit (4.548) parts sociales ordinaires de classe E ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Parts de Classe E», référence étant faite à leurs porteurs comme des «Associés de Classe E»);

(iv) dix millions huit cent cinq mille six cent trente-cinq (10.805.635,-) parts sociales ordinaires de classes L ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Parts de Classe L») et

(v) quatorze mille quatre cent vingt (14.420) parts sociales ordinaires de classe S ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Parts de Classe S», référence étant faite à leurs porteurs comme des «Associés de Classe S»).

5.2 Toute référence ci-après aux «parts sociales» doit être interprétée comme une référence aux parts sociales des classes susmentionnées, en fonction du contexte et tel qu'applicable. La même interprétation s'applique à toute référence faite ci-après aux «associés» de la Société.

5.3 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

5.5 En présence de plus d'une classe de parts sociales et que la décision de l'assemblée générale modifie les droits y étant respectifs, la décision doit, pour être valide, remplir les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 12 des statuts de la Société pour chaque classe.

5.6 Toutes les parts sociales portent les mêmes droits, exception faite que (i) les Parts de Classe C ouvrent droit à leurs porteurs au Montant Disponible C, (ii) les Parts de Classe E ouvrent droit à leurs porteurs au Montant Disponible L, (iii) les Parts de Classe L ouvrent droit à leurs porteurs au Montant Disponible L et (vi) que les Parts de Classe S ouvrent droit à leurs porteurs au Montant Disponible S.

5.7 Dans le cadre de ces statuts, les termes définis doivent être interprétés comme suit:

«Montant Disponible C» signifie en tout temps le montant total de recettes cumulées (y compris, sans exhaustivité, des plus-values, du surplus de liquidation et des dividendes), reçues en connexion avec l'Investissement C, réduit de (a) toutes les dépenses et charges directement attribuée à la détention, la gestion ou la cession d'un Investissement C (y compris, sans exhaustivité, tout paiement fait en lien avec un instrument de dette convertible en Parts de Classe C), (b) une proportion basée sur la portion représentée par l'Investissement C sur la totalité des investissements réalisés par la Société de tous les autres coûts de la Société autres que ceux liés à un Investissement et (c) dans la même proportion, tout montant alloué à la réserve légale.

«Montant Disponible E» signifie en tout temps le montant total de recettes cumulées (y compris, sans exhaustivité, des plus-values, du surplus de liquidation et des dividendes), reçues en connexion avec l'Investissement E, réduit de (a) toutes les dépenses et charges directement attribuée à la détention, la gestion ou la cession d'un Investissement E (y compris, sans exhaustivité, tout paiement fait en lien avec un instrument de dette convertible en Parts de Classe E), (b) une proportion basée sur la portion représentée par l'Investissement E sur la totalité des investissements réalisés par la Société de tous les autres coûts de la Société autres que ceux liés à un Investissement et (c) dans la même proportion, tout montant alloué à la réserve légale.

«Montant Disponible L» signifie en tout temps le montant total de recettes cumulées (y compris, sans exhaustivité, des plus-values, du surplus de liquidation et des dividendes), reçues en connexion avec l'Investissement L, réduit de (a) toutes les dépenses et charges directement attribuée à la détention, la gestion ou la cession d'un Investissement L (y compris, sans exhaustivité, tout paiement fait en lien avec un instrument de dette convertible en Parts de Classe L), (b) une proportion basée sur la portion représentée par l'Investissement L sur la totalité des investissements réalisés par la Société de tous les autres coûts de la Société autres que ceux liés à un Investissement et (c) dans la même proportion, tout montant alloué à la réserve légale.

«Montant Disponible S» signifie en tout temps le montant total de recettes cumulées (y compris, sans exhaustivité, des plus-values, du surplus de liquidation et des dividendes), reçues en connexion avec l'Investissement S, réduit de (a) toutes les dépenses et charges directement attribuée à la détention, la gestion ou la cession d'un Investissement S (y compris, sans exhaustivité, tout paiement fait en lien avec un instrument de dette convertible en Parts de Classe S), (b) une proportion basée sur la portion représentée par l'Investissement S sur la totalité des investissements réalisés par la Société de tous les autres coûts de la Société autres que ceux liés à un Investissement et (c) dans la même proportion, tout montant alloué à la réserve légale.

«Prime d'Émission de Classe C» signifie la prime d'émission contribué à la Société relative à l'Investissement C et allouée à un compte spécifique de prime d'émission de classe C.

«Prime d'Émission de Classe E» signifie la prime d'émission contribué à la Société relative à l'Investissement E et allouée à un compte spécifique de prime d'émission de classe E.

«Prime d'Émission de Classe L» signifie la prime d'émission contribué à la Société relative à l'Investissement L et allouée à un compte spécifique de prime d'émission de classe L.

«Prime d'Émission de Classe S» signifie la prime d'émission contribué à la Société relative à l'Investissement S et allouée à un compte spécifique de prime d'émission de classe S.

«Investissement C» signifie les investissements faits par la Société dans Caldergroup Swiss AG, une Aktiengesellschaft, organisée sous la loi suisse, ayant son siège social au 59, Vadianstrasse, 9000 St. Gallen, Suisse, et enregistrée au registre du commerce du canton de St. Gallen sous le numéro CHE-112.673.867.

«Investissement E» signifie les investissements faits par la Société dans Eolia Renovables de Inversiones SCR, SA, organisée sous la loi espagnole, ayant son siège social à Madrid, Padilla 17, Espagne et enregistrée au registre du commerce de Madrid sous le volume 24630, feuillet 30, page M-443315.

«Investissement L» signifie les investissements faits par la Société dans Linkem Spa, una societa' per azioni, organisée sous la loi italienne, ayant son siège social à Roma (RM) viale citta d Europa 681 cap 00144, Italie, et enregistrée au registre du commerce de Rome (Camera di Commercio Roma) sous le numéro RM-1001381.

«Investissement S» signifie les investissements faits par la Société dans Synova Capital Fund I L.P., a limited partnership, organisée sous les lois d'Angleterre et Pays de Galles, ayant son siège social au 41, Dover Street, Londres W1S 4NS, Royaume Uni, et enregistré sous le registre des sociétés (Companies House) sous le numéro LP12556.

«Investissement» signifie les Investissement C, Investissement E, Investissement L et Investissement S ensemble.».

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide, en conséquence des résolutions ci-dessus concernant la création d'un mécanisme de traçabilité des parts, de modifier les articles 21 et 22 des statuts de la Société, afin de définir les droits à la distribution de dividendes aux différents associés, qui se liront désormais comme suit:

« Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 En cas de distributions faites par la Société à ses associés, les Parts de Classe C ouvrent droit à leurs porteurs à un montant au prorata du Montant Disponible C, les Parts de Classe E ouvrent droit à leurs porteurs à un montant au prorata du Montant Disponible E, les Parts de Classe L ouvrent droit à leurs porteurs à un montant au prorata du Montant Disponible L et les Parts de Classe S ouvrent droit à leurs porteurs à un montant au prorata du Montant Disponible S.

21.6 Afin d'éradiquer tout doute et nonobstant toute disposition contraire ci incluse, toute distribution en accord avec le présent article 21 ne doit pas excéder le montant disponible à la distribution déterminé en conformité avec les dispositions de la loi luxembourgeoise par exercice social.

21.7 En cas d'un éventuel résultat négatif dans le calcul du Montant Disponible C et/ou du Montant Disponible E et/ou du Montant Disponible L et/ou du Montant Disponible S d'un exercice social, (i) les autres montants disponibles à la distribution d'un tel exercice social seront réduits en conséquence au pro rata et (ii) les autres montants disponibles seront augmentés en conséquence au pro rata dans l'exercice social suivant ou les exercices sociaux suivants afin de compenser une telle réduction.

21.8 Tout résultat reçu par la Société ou toute responsabilité encourue par la Société non incluse dans les définitions de Montant Disponible C et/ou du Montant Disponible L et/ou du Montant Disponible S sera partagé au pro rata avec tous les associés, y compris les porteurs de Parts Ordinaires.

21.9 Ces dispositions n'excluent pas les actifs de la Société en compartiments opposables aux tiers.»;

Et

« **Art. 22. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.**

22.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution. Toute distribution d'acomptes sur dividendes devra respecter les dispositions de l'article 21.

22.2 La Prime d'Émission de Classe C n'est disponible aux fins de distribution, rachat ou pour toute autre utilisation, qu'aux Associés de Classe C; la Prime d'Émission de Classe E n'est disponible aux fins de distribution, rachat ou pour toute autre utilisation, qu'aux Associés de Classe E; la Prime d'Émission de Classe L n'est disponible aux fins de distribution, rachat ou pour toute autre utilisation, qu'aux Associés de Classe L et la Prime d'Émission de Classe S n'est disponible aux fins de distribution, rachat ou pour toute autre utilisation, qu'aux Associés de Classe S.

22.3 Toute prime d'émission supplémentaire, prime assimilée ou autre réserve distribuable peuvent être créées librement et libérée par décision de l'assemblée générale des associés et sera distribuée à la catégorie de parts telle que désignée au moment de l'apport, distribuée respectivement à tous les associés, sous réserve des dispositions de la loi et les présents statuts. "»

Frais et dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ sept mille cinq cents euros.

Acte

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Le Pan, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 octobre 2014. Relation: RED/2014/2252. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 10 novembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014174876/475.

(140200055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Sycamore Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 158.499.

Le bilan au 31 Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164329/9.

(140186485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

SunGard Systems Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2632 Luxembourg, 7, rue de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 73.778.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164327/9.

(140186801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Swiss Life REIM (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 171.124.

Swiss Life Funds (LUX) Management Company, Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 78.728.

—
JOINT MERGER PLAN

The board of directors of Swiss Life REIM (Luxembourg) S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23, Route d'Arlon, L-8009 Strassen, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 171 124, (hereinafter the "Absorbing Company"), and

the board of directors of Swiss Life Funds (Lux) Management Company S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 28-32, Place de la gare, L-1616 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 78 728, (hereinafter the "Absorbed Company", together with the Absorbing Company, the "Merging Companies"),

have, with regard to the Absorbing Company by the meeting of its board of directors held on 12 November 2014 and with regard to the Absorbed Company, by the meeting of its board of directors held on 12 November 2014, decided to submit to the approval by the shareholders of the Absorbing Company and the Absorbed Company, this joint merger plan (the "Joint Merger Plan").

This Joint Merger Plan is subject to the rules applicable to a merger by way of absorption (the "Merger") as provided for in articles 257 through 276 of Section XIV on mergers of the law dated 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law").

The terms of this Joint Merger Plan shall be subject to the approval of the extraordinary meetings of the shareholders of the Merging Companies, which shall occur at the earliest one month after the filing and publication on Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial") of this Joint Merger Plan, in accordance with article 9 of the Law,

On the date the shareholders of the Merging Companies (in case the two meetings shall not be held the same day, on the date of the last meeting) shall approve the Joint Merger Plan in front of a notary ("Effective Date"), the Absorbing Company will acquire, as a result of the Merger, all assets and liabilities of the Absorbed Company by way of universal succession, following the dissolution without liquidation of the latter, in accordance with article 259(1) of the Law and this Joint Merger Plan.

As a consequence of the Merger, the Absorbing Company will continue to exist under the new name "Swiss Life Fund Management (LUX) S.A.", a société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23, Route d'Arlon, L-8009 Strassen.

1. Background and effects of the Merger.

1.1 Background

The Absorbing Company is authorized as an alternative investment fund manager pursuant to article 5 of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law"). It has a share capital of one million five hundred thousand euro (EUR 1,500,000.-) consisting of fifteen thousand (15,000) shares in registered form with par value of one hundred euro (EUR 100.-) per share.

The Absorbed Company is authorized as a management company subject to chapter XV of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended ("2010 Law"). It has a share capital of four hundred thousand Swiss Francs (CHF 400,000.-) consisting of four hundred (400) shares in registered form with par value of one thousand Swiss Francs (CHF 1,000.-) per share,

The Absorbing Company and the Absorbed Company are sister companies, directly and wholly owned by Swiss Life Investment Management Holding AG, a company duly incorporated and existing under the laws of Switzerland (the "Shareholder").

As a result of the proposed Merger, the Shareholder shall be the sole direct shareholder of a single resulting company, i.e. the Absorbing Company, holding a dual licence as an AIFM pursuant to 2013 Law and Chapter XV management company under 2010 Law.

1.2 Regulatory matters and conditions The Merger is subject to the approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF").

1.3 Legal effects

The Absorbing Company will acquire, as a result of the Merger, all assets and liabilities of the Absorbed Company by way of universal succession, including in particular the authorisation of the Absorbed Company as a management company subject to chapter XV of the 2010 Law, and as a consequence whereof the Absorbed Company shall cease to exist.

As of the Effective Date, the Absorbing Company shall be subrogated to all rights and obligations of the Absorbed Company towards third parties.

The Absorbing Company will continue as of the Effective Date to perform the obligations of the Absorbed Company under any agreements to which the latter is a party.

Any claims and debts existing as at the Effective Date between the Merging Companies are set off upon the completion of the Merger.

The Shareholder of the Absorbed Company will become the Shareholder of the Absorbing Company as of the Effective Date and shall automatically receive additional shares of the Absorbing Company. All the shares in the Absorbed Company shall be cancelled.

The mandates of the current directors of the Absorbed Company will come to an end as of the Effective Date.

The books and records of the Absorbed Company will be kept at the registered office of the Absorbing Company in accordance with applicable laws.

1.4 Effective Date between the Merging Companies

The Merger will become effective between the Merging Companies on the Effective Date.

1.5 Effective Date towards third parties

The Merger will be effective towards third parties upon the publication of the resolutions of the extraordinary general meetings of the Merging Companies approving the Merger in the Memorial.

1.6 Date as of which the operations of the Absorbed Company shall be treated from an accounting and tax point of view as being carried out on behalf of the Absorbing Company

As from 1 January 2014, all operations and transactions of the Absorbed Company shall be considered for accounting and tax purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company.

2. Share exchange ratio and reports of the boards of directors and independent expert.

2.1 Valuation. Exchange ratio of the shares

Based on the net asset value of the Merging Companies, the exchange ratio at the Merger will be twenty-two point four eight two three three two nine six zero five (22.4823329605) shares in the share capital of the Absorbing Company, each in exchange for one (1) share in the share capital of the Absorbed Company (the "Exchange Ratio").

With respect to the exchange ratio, the following is expressly placed on the record:

The (i) capital of the company, (ii) par value per share, (iii) number of shares comprising the share capital, (iv) absolute book value and (v) book value of each share in the Merging Companies involved are as follows:

	Swiss Life REIM (Luxembourg) S.A.	Swiss Life Funds (Lux) Management Company
Capital	EUR 1,500,000.-	CHF 400,000.-
Nominal value per share	EUR 100.-	CHF 1,000.-
Number of shares	15,000	400
Net asset value	EUR 1,860,886.84	CHF 1,346,665.48 EUR 1,115,666.69
Net asset value of each share	EUR 124.06	CHF 3,366.66 EUR 2,798.16

On the basis of the valuation of the companies referred to above, the Shareholder of the Absorbed Company shall be entitled to receive eight thousand nine hundred ninety three (8,993) shares in the Absorbing Company for the four hundred (400) shares held in Absorbed Company.

The Absorbing Company shall thus increase its share capital from its current amount of one million five hundred thousand euros (EUR 1,500,000.-) up to two million three hundred ninety-nine thousand three hundred euro (EUR 2,399,300.-) through the issue of eight thousand nine hundred ninety-three (8,993) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, together with a premium of two hundred sixteen thousand three hundred seventy-one euro and fifty-eight cent (EUR 216,371.58).

2.2 Reports of the boards of directors and independent expert

In accordance with article 265(1) of the Law, the management bodies of the Absorbing Company and the Absorbed Company shall draft a detailed written report on the Joint Merger Plan, setting out the reasons of the Merger, the Exchange Ratio, the anticipated operational effects on the activities of the merging entities, as well as the legal, economic and social implications of the Merger. The Shareholder has expressly waived the requirement of such boards of directors' reports in accordance with article 265(3) of the Law.

In accordance with article 265(2) of the Law, boards of directors of the Absorbing Company and the Absorbed Company shall inform its general meeting of shareholders and the board of directors of the of the other Merging Company, to allow the latter to inform its general meeting of shareholders of any significant changes to its assets and liabilities occurring between the date of the Joint Merger Plan and the date on which the general meetings of shareholders approving

the Joint Merger Plan will be held. The Shareholder has expressly waived the requirement of such boards of directors' reports in accordance with article 265(3) of the Law.

In accordance with article 266(1) of the Law, the Joint Merger Plan shall be the object of the examination and the written reports prepared by independent experts. The Shareholder has expressly waived the requirement of such independent experts' reports in accordance with article 266(5) of the Law. As a consequence, PricewaterhouseCoopers, société coopérative, having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg shall only prepare a contribution in kind report in accordance with article 26-1 of the Law.

3. Delivery of shares. New shares in the share capital of the Absorbing Company shall be issued and allotted to the Shareholder of the Absorbed Company by application of the Exchange Ratio.

The new shares will be registered in the share register of the Absorbing Company in the name of the Shareholder of the Absorbed Company (of which evidence may be obtained at the registered office of the Absorbing Company).

The new shares issued by the Absorbing Company further to the Merger shall carry the right to participate in the profits and/or losses of the Absorbing Company as from the Effective Date.

4. Special rights for the shareholders and the holders of other securities. No shares with special rights have been issued by the Merging Companies nor will such rights be conferred by the Absorbing Company to the Shareholder.

Neither the Absorbing Company nor the Absorbed Company have issued securities other than shares.

5. Special advantages to any members of the boards of directors of the Merging Companies or to statutory auditors or independent auditor in connection to the Merger. No special advantages will be granted to any members of the boards of directors of the Merging Companies or to statutory auditors or independent auditor in connection with the Merger.

Further to the waiver by the Shareholder in accordance with article 266 (5) of the Law, as set out under 2.2. above, the Joint Merger Plan shall not be the object of the examination and the written reports prepared by independent experts.

6. Information regarding the Merger. In accordance with the Law, this Joint Merger Plan shall be published in the Mémorial at least one (1) month prior to the date set for the extraordinary general meetings of the Merging Companies resolving upon the Merger.

The following documents shall be held available for inspection by the Shareholder of each of the Merging Companies at the registered office thereof, at least one (1) month prior to any of the extraordinary general meetings of the Merging Companies approving the Merger:

- a) the Joint Merger Plan;
- b) the annual accounts and the management reports of the Absorbing Company for the last two (2) financial years, since it was incorporated on 22 August 2012; and
- c) the annual accounts and the management reports of the Absorbed Company for the last three (3) financial years.

The extraordinary general meetings of the Merging Companies approving the Merger shall be held shortly after the expiry of the one-month waiting period starting upon publication of this Joint Merger Plan.

After the resolutions of the extraordinary general meetings of the Merging Companies have been passed, they shall be published in the Mémorial.

7. Creditor rights. In accordance with article 268 of the Law, creditors of the Merging Companies, whose claims predate the Effective Date, notwithstanding any agreement to the contrary, may apply, within two (2) months after the publication in the Mémorial of the resolutions of the extraordinary general meetings of the Merging Companies, to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the debtor company is located and sitting as in commercial and urgent matters, to obtain adequate safeguards of collateral for any matured or unmatured debts, where they can be credibly demonstrate that due to the Merger, the satisfaction of their claims is at stake and that no adequate safeguards have been obtained from the relevant company.

The president of such chamber shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the financial situation of the company after the Merger. The debtor company may cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt.

If the safeguards are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due,

8. Costs. The expenses, costs, fees and charges resulting from the Merger shall be borne by the Absorbing Company,

9. General.

9.1 Counterparts: This Joint Merger Plan may be executed in any number of separate counterparts by each of the directors of the Merging Companies, each of which when executed and delivered shall constitute an original, all such counterparts together constituting but one and the Joint Merger Plan and this has the same effect as if the signatures on the counterparts were on a single copy of this document.

9.2 Language; This Joint Merger Plan is worded in English, followed by a French version. In case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing. The annexes to this Contribution Plan will be published in a special annex to the Mémorial.

Luxembourg, 12 November 2014.
Swiss Life REIM (Luxembourg) S.A.
Marcel Finker / Martin Signer
Director / Director
Swiss Life Funds (Lux) Management Company
Hermann Inglin / Dagmar Maroni
Director / Director

Suit la traduction française du texte qui précède.

Le conseil d'administration de Swiss Life REIM (Luxembourg) S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23, Route d'Arlon, L-8009 Strassen, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171 124 (ci-après, la «Société Absorbante»), et

le conseil d'administration de Swiss Life Funds (Lux) Management Company S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 28-32, Place de la gare, L-1616 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 78 728 (ci-après, la «Société Absorbée», ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»),

ont, eu égard à la Société Absorbante, par le biais de la réunion de son conseil d'administration tenue le 12 novembre 2014 et, eu égard à la Société Absorbée, par le biais de la réunion de son conseil d'administration tenue le 12 novembre 2014, décidé de soumettre le présent projet commun de fusion (le «Projet Commun de Fusion») à l'approbation des actionnaires de la Société Absorbante et de la Société Absorbée.

Le présent Projet Commun de Fusion est soumis aux règles applicables en matière de fusion par absorption (la «Fusion») telles que prévues aux articles 257 à 276 de la section XIV consacrée aux fusions figurant dans la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Les modalités du présent Projet Commun de Fusion seront soumises à l'approbation des assemblées générales extraordinaires des actionnaires des Sociétés Fusionnantes, lesquelles se tiendront au plus tôt un mois après la soumission et la publication du présent Projet Commun de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi.

A la date d'approbation, par les actionnaires des Sociétés Fusionnantes (si les deux assemblées ne se tiennent pas le même jour, à la date de la dernière assemblée), du Projet Commun de Fusion devant le notaire (la «Date d'Effet»), la Société Absorbante acquerra, sous l'effet de la Fusion, tous les éléments d'actif et de passif de la Société Absorbée par voie de transmission universelle de patrimoine, suite à la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée, conformément aux dispositions de l'article 259(1) de la Loi et du présent Projet Commun de Fusion.

En conséquence de la Fusion, la Société Absorbante continuera d'exister sous la dénomination «Swiss Life Fund Management (LUX) S.A.», une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23, Route d'Arlon, L-8009 Strassen.

1. Contexte et effets de la Fusion.

1.1 Contexte La Société Absorbante est agréée en qualité de gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs conformément à l'article 5 de la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi de 2013»). Elle possède un capital social d'un million cinq cent mille euros (EUR 1.500.000,-) représenté par quinze mille (15.000) actions nominatives ayant chacune une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-).

La Société Absorbée est agréée en qualité de société de gestion soumise aux dispositions du chapitre XV de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «Loi de 2010»). Elle possède un capital social de quatre cent mille francs suisses (CHF 400.000,-) représenté par quatre cents (400) actions nominatives ayant chacune une valeur nominale de mille francs suisses (CHF 1.000,-).

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont des sociétés sœurs, directement et entièrement détenues par Swiss Life Investment Management Holding AG, une société dûment constituée et existant selon les lois de la Suisse (l'«Actionnaire»).

En conséquence de la Fusion proposée, l'Actionnaire deviendra le seul actionnaire direct d'une société unique résultant de la Fusion, à savoir la Société Absorbante, titulaire d'une double licence de gestionnaire de FIA au titre de la Loi de 2013 et de société de gestion soumise au Chapitre XV de la Loi de 2010.

1.2 Eléments et conditions d'ordre réglementaire

La Fusion est soumise à l'approbation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (la «CSSF»).

1.3 Effets juridiques

La Société Absorbante acquerra, sous l'effet de la Fusion, tous les éléments d'actif et de passif de la Société Absorbée par voie de transmission universelle de patrimoine, y compris notamment l'agrément de la Société Absorbée en tant que société de gestion soumise au Chapitre XV de la Loi de 2010, en conséquence de quoi la Société Absorbée cessera d'exister.

À partir de la Date d'Effet, la Société Absorbante se subrogera dans l'intégralité des droits et obligations de la Société Absorbée à l'égard des tiers.

La Société Absorbante poursuivra, à compter de la Date d'Effet, l'exécution des obligations de la Société Absorbée en vertu toutes conventions auxquelles cette dernière est partie.

Toutes créances et dettes existant à la Date d'Effet entre les Sociétés Fusionnantes seront annulées lors de la réalisation de la Fusion.

L'Actionnaire de la Société Absorbée deviendra l'Actionnaire de la Société Absorbante à compter de la Date d'Effet et recevra automatiquement des actions supplémentaires de la Société Absorbante. L'intégralité des actions de la Société Absorbée seront annulées.

Les mandats des administrateurs actuels de la Société Absorbée prendront fin à la Date d'Effet.

Les livres et registres de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante conformément aux lois applicables.

1.4 Date d'Effet entre les Sociétés Fusionnantes

La Fusion prend effet entre les Sociétés Fusionnantes à compter de la Date d'Effet.

1.5 Date d'Effet à l'égard des tiers

La Fusion prend effet à l'égard des tiers à partir de la date de publication au Mémorial des résolutions des assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes approuvant la Fusion.

1.6 Date à laquelle les affaires de la Société Absorbée seront considérées du point de vue comptable et fiscal comme étant exécutées au nom de la Société Absorbante

À compter du 1^{er} janvier 2014, toutes les opérations et transactions de la Société Absorbée seront considérées, à des fins comptables et fiscales, comme étant exécutées au nom de la Société Absorbante.

2. Rapport d'échange des actions et rapports des conseils d'administration et de l'expert indépendant.

2.1 Évaluation. Rapport d'échange des actions

Sur base de la valeur nette des actifs des Sociétés Fusionnantes, le rapport d'échange de la Fusion sera vingt-deux virgule quatre huit deux trois trois deux neuf six zéro cinq (22,4823329605) actions dans le capital social de la Société Absorbante, chacune en échange de une (1) action du capital social de la Société Absorbée (le «Rapport d'Échange»).

A l'égard du rapport d'échange, ce qui suit est explicitement consigné par écrit:

Le (i) capital social de la société, (ii) la valeur nominale par action, (iii) le nombre d'actions constituant le capital social, (iv) la valeur comptable absolue et (v) la valeur comptable de chaque action des Sociétés Fusionnantes impliquées dans la transaction sont établis comme suit:

	Swiss Life REIM (Luxembourg) S.A.	Swiss Life Funds (Lux Management Company)
Capital	EUR 1.500.000,-	CHF 400.000,-
Valeur nominale par action	EUR 100,-	CHF 1.000,-
Nombre d'actions	15.000	400
Valeur nette des actifs	EUR 1.860.886,84	CHF 1.346.665,48 EUR 1.115.666,69
Valeur nette par action	EUR 124,06	CHF 3.366,66 EUR 2.798,16

En fonction de l'estimation de la valeur des Sociétés ci-dessus, l'Actionnaire de la Société Absorbée sera en droit de recevoir huit mille neuf cent quatre-vingt-treize (8.993) actions de la Société Absorbante pour les quatre cents (400) actions détenues dans Société Absorbée.

La Société Absorbante procédera ainsi à une augmentation de son capital social pour le porter de son montant actuel de un million cinq cent mille euros (EUR 1.500.000) à deux millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cents euros (EUR 2.399.300) par l'émission de huit mille neuf cent quatre-vingt-treize (8.993) actions ayant chacune une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) avec une prime de deux cent seize mille trois cent soixante et onze euros cinquante-huit cents (EUR 216.371,58)

2.2 Rapports des conseils d'administration et de l'expert indépendant

Conformément aux dispositions de l'article 265(1) de la Loi, les organes de direction de la Société Absorbante et de la Société Absorbée établiront un rapport écrit détaillé sur le Projet Commun de Fusion, établissant les motifs de la Fusion, le Rapport d'Échange, les effets anticipés, d'un point de vue opérationnel, sur les activités des entités fusionnantes, ainsi que les implications juridiques, économiques et sociales de la Fusion. L'Actionnaire a expressément renoncé à l'exigence d'établir de tels rapports des conseils d'administration, conformément aux dispositions de l'article 265(3) de la Loi.

Conformément aux dispositions de l'article 265(2) de la Loi, les conseils d'administration de la Société Absorbante et de la Société Absorbée informent leur assemblée générale respective ainsi que le conseil d'administration de l'autre Société Fusionnante, afin que celle-ci puisse informer son assemblée générale des actionnaires de toute modification importante

de son actif et de son passif survenue entre la date du Projet Commun de Fusion et la date à laquelle les assemblées générales des actionnaires appelées à se prononcer sur le Projet Commun de Fusion se tiendront. L'Actionnaire a expressément renoncé à l'exigence d'établir de tels rapports des conseils d'administration, conformément aux dispositions de l'article 265(3) de la Loi.

Conformément aux dispositions de l'article 266(1) de la Loi, le Projet Commun de Fusion fera l'objet d'un examen et de rapports écrits préparés par des experts indépendants. L'Actionnaire a expressément renoncé à l'exigence d'établir de tels rapports d'experts indépendants, conformément aux dispositions de l'article 266(5) de la Loi. Par conséquent, seul PricewaterhouseCoopers, société coopérative, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg préparera un rapport en matière d'apports en nature conformément aux dispositions de l'article 26-1 de la Loi.

3. Remise des actions. De nouvelles actions dans le capital social de la Société Absorbante seront émises et attribuées à l'Actionnaire de la Société Absorbée en application du Rapport d'Échange.

Les nouvelles actions seront inscrites au registre des actions de la Société Absorbante au nom de l'Actionnaire de la Société Absorbée (dont preuve peut être obtenue au siège social de la Société Absorbante).

Les nouvelles actions émises par la Société Absorbante suite à la Fusion conféreront le droit de participation aux bénéfices et/ou pertes de la Société Absorbante à compter de la Date d'Effet.

4. Droits spéciaux pour les actionnaires et pour les détenteurs d'autres titres. Aucune action assortie de droits spéciaux n'a été émise par les Sociétés Fusionnantes et de tels droits ne seront pas conférés à l'Actionnaire par la Société Absorbante.

Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée n'ont émis de titres autres que des actions.

5. Avantages particuliers en faveur de tout membre des conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes ou des commissaires aux comptes ou du réviseur d'entreprises agréé dans le cadre de la Fusion. Aucun avantage particulier ne sera accordé à aucun membre des conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes ou aux commissaires aux comptes ou au réviseur d'entreprises agréé dans le cadre de la Fusion.

Suite à la renonciation par l'Actionnaire conformément aux dispositions de l'article 266(5) de la Loi, tel que précisé au point 2.2 ci-avant, le Projet Commun de Fusion ne fera pas l'objet de l'examen et des rapports écrits préparés par des experts indépendants.

6. Informations concernant la Fusion. Conformément aux dispositions de la Loi, le Projet de Fusion sera publié au Mémorial au moins un (1) mois avant la date prévue pour la tenue des assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes appelées à approuver la Fusion.

Les documents suivants seront tenus à disposition de l'Actionnaire de chacune des Sociétés Fusionnantes aux fins de consultation au siège social de ces dernières au moins un (1) mois avant la tenue de chacune des assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes appelées à approuver la Fusion:

- a) le Projet Commun de Fusion;
- b) les comptes annuels et les rapports de gestion de la Société Absorbante pour les deux (2) derniers exercices sociaux, depuis sa constitution en date du 22 Août 2012; et
- c) les comptes annuels et les rapports de gestion de la Société Absorbée des trois (3) derniers exercices sociaux.

Les assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes appelées à approuver la Fusion se tiendront peu après le terme de la période transitoire d'un mois prenant cours à la date de publication du présent Projet Commun de Fusion.

Après avoir été prises, les résolutions des assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes seront publiées au Mémorial.

7. Droits des créanciers. Conformément aux dispositions de l'article 268 de la Loi, les créanciers des Sociétés Fusionnantes, dont la créance est antérieure à la Date d'Effet, peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux (2) mois suivant la publication au Mémorial des résolutions des assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes, demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés adéquates pour des créances échues ou non échues, au cas où ils peuvent démontrer de manière crédible que la Fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que la société concernée ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

Le président rejette la demande si le créancier dispose déjà de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu de la situation financière de la société après la Fusion. La société débitrice peut écarter la demande en payant le créancier même si la créance est à terme.

Si les sûretés ne sont pas fournies dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.

8. Coûts. Les dépenses, coûts, frais et charges résultant de la Fusion seront supportés par la Société Absorbante.

9. Dispositions générales.

9.1 Exemplaires: le présent Projet Commun de Fusion peut être signé en plusieurs exemplaires par chacun des administrateurs des Sociétés Fusionnantes, chacun d'entre eux, une fois signé et remis, sera réputé être un original; l'ensemble

de ces documents constituant ensemble un seul et même Projet Commun de Fusion et cela aura le même effet que si les signatures sur les exemplaires figuraient sur un seul et même exemplaire de ce document.

9.2 Langue: le présent Projet Commun de Fusion est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi. Les annexes du présent Projet Commun de Fusion seront publiées sous forme d'annexe spéciale au Mémorial.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.
Swiss Life REIM (Luxembourg) S.A.
Marcel Finker / Martin Signer
Administrateur / Administrateur
Swiss Life Funds (Lux) Management Company
Hermann Inglin / Dagmar Maroni
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014176480/353.

(140201355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Makalu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 121.942.

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf septembre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "MAKALU S.A.", établie et ayant son siège à L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal, constituée suivant acte du notaire Paul BETTINGEN de Niederanven, en date du 23 novembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 27 du 23 janvier 2007, modifiée pour la dernière fois suivant acte dudit notaire BETTINGEN en date du 27 juin 2007, publié au dit Mémorial C, Numéro 1844 du 30 août 2007, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 121.942,

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Mirko LA ROCCA, employé privé, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal,

qui désigne comme secrétaire Mirko LA ROCCA, employé privé, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal,

L'assemblée choisit comme scrutateur Giovanni PATRI, employé privé, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal,

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Constatation de la réunion entre les mêmes mains de toutes les actions de la société et transformation de la société en société anonyme unipersonnelle;

2. Modification subséquente de l'article 6 et de l'article 10 des statuts de la société;

3. Démission des administrateurs avec décharge;

4. Nomination d'un nouvel administrateur.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau sera annexée au présent acte pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir renoncé à toutes les formalités de convocation.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate la réunion de toutes les actions de la société entre les mêmes mains, transformant la société en société anonyme unipersonnelle, conformément à l'article 23 de la loi du 25 août 2006.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée choisit de modifier en conséquence l'article 6 et l'article 10 des statuts de la Société pour lui donner la nouvelle teneur suivante:

" **Art. 6.** La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration."

" **Art. 10.** La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs et dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle par la signature de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil."

Troisième résolution

L'assemblée accepte la démission de tous les administrateurs et leur donne décharge respective, savoir:

- Mirko LA ROCCA, employé privé, demeurant professionnellement au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,
- Roberto CARBONETTI, employé privé, demeurant professionnellement au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,
- Giovanni PATRI, employé privé, demeurant professionnellement au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer aux fonctions d'administrateur unique Madame Ana-Maria MIRON, employée privée, demeurant à Stra Lunga n°25, Sat. Crucea (Com. Crucea) Jud Constanta, Roum anie.

Le mandat de l'administrateur ainsi nommé prendra fin à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'année 2020.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: LA ROCCA, PATRI, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 octobre 2014. Relation: LAC / 2014 / 46191. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160957/80.

(140183309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Atial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 93.744.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth day of the month of September;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

The public limited company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "VINCERA S.A.", established and having its registered office in L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 86747,

here represented by Mrs. Vanessa TIMMERMANS, employee, residing professionally in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen, (the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, declares and requests the officiating notary to act:

1) That the public limited company ("société anonyme") "ATIAL S.A.", established and having its registered office in L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 93744, (the "Company"), has incorporated pursuant to a deed of Me Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on April 3, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 660 of June 24, 2003,

and that the articles of association (the "Articles") have not been amended since;

2) That the corporate capital is set at EUR 31,200.- (thirty-one thousand two hundred Euros), represented by 3,000 (three thousand) shares with a nominal value of EUR 10.40 (ten Euros and forty Cents) each, divided as follows: one thousand five hundred (1,500) Ordinary Shares, named class A shares, and one thousand five hundred (1,500) Non-Voting Preferential Shares, named class B shares.;

3) That the appearing party, represented as said before, has successively become the owner of all the shares of the Company (the "Sole Shareholder");

4) That the Sole Shareholder declares to have full knowledge of the Articles and the financial standing of the Company;

5) That the Sole Shareholder of the Company declares explicitly, the winding-up of the Company and the start of the liquidation process, with effect on today's date;

6) That the Sole Shareholder appoints itself as liquidator of the Company, and acting in this capacity, it has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of this deed;

7) That the Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, requests the notary to authenticate its declaration that all the liabilities of the Company have been paid or duly provisioned and that the liabilities in relation of the close down of the liquidation have been duly provisioned; furthermore declares the liquidator that with respect to eventual liabilities of the Company presently unknown, and that remain unpaid, it irrevocably undertakes to pay all such eventual liabilities and that as a consequence of the above all the liabilities of the Company are paid;

8) That the Sole Shareholder declares that it takes over all the assets of the Company, and that it will assume any existing debts of the Company pursuant to point 7);

9) That the Sole Shareholder declares formally withdraw the appointment of an auditor to the liquidation;

10) That the Sole Shareholder declares that the liquidation of the Company is closed and that any registers of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled;

11) That full and entire discharge is granted to the board of directors and statutory auditor for the performance of their assignment.

12) That the books and documents of the Company will be kept for a period of five years at least at the former registered office of the Company in L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinquième jour du mois de septembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "VINCERA S.A.", établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 86747,

ici représentée par Madame Vanessa TIMMERMANS, employée, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen, (la "Mandataire"), en vertu de d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la Mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

- 1) Que la société anonyme "ATIAL S.A.", établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 93744, (la "Société"), a été originellement constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), le 3 avril 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 660 du 24 juin 2003, et que les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors;
- 2) Que le capital social est fixé à EUR 31.200,- (trente et un mille deux cents Euros), représenté par 3.000 (trois mille) actions de EUR 10,40 (dix Euros et quarante Cents) chacune réparties comme suit: mille cinq cents (1.500) actions ordinaires de classe A, et mille cinq cents (1.500) actions préférentielles sans droit de vote de classe B;
- 3) Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la Société (l'"Actionnaire Unique");
- 4) Que l'Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des Statuts et de la situation financière de la Société;
- 5) Que l'Actionnaire Unique prononce explicitement la dissolution de la Société et sa mise en liquidation, avec effet en date de ce jour;
- 6) Que l'Actionnaire Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissent en cette qualité, il aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;
- 7) Que l'Actionnaire Unique, dans sa qualité de liquidateur, requiert le notaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l'obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu'en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé;
- 8) Que l'Actionnaire Unique déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué au point 7);
- 9) Que l'Actionnaire Unique déclare formellement renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation;
- 10) Que l'Actionnaire Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission d'actions ou de tous autres valeurs seront annulés;
- 11) Que décharge pleine et entière est donnée au conseil d'administration et au commissaire pour l'exécution de leur mandat;
- 12) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la Mandataire, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: V. TIMMERMANS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 septembre 2014. LAC/2014/45271. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161250/113.

(140182723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Baluardo Funding S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 132.212.

DISSOLUTION

In the year two thousand fourteen, on the twenty-sixth day of September;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

“FUND I LIQUIDATING MM LLC”, a Limited Liability Company, established under the laws of the United States of America, having its registered office at 1345 Avenue of the Americas, 46th Floor, New York, NY 10105, The United States of America, and being registered as a “Relying Advisor” with the U.S. Securities and Exchange Commission under FIG LLC’S number 801-62982,

here represented by Ms Irma PAKASIUTE, employee, with professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has requested the undersigned notary to act:

The appearing party, represented as aforesaid, is the sole shareholder (the “Sole Shareholder”) of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") “Baluardo Funding S.à r.l.”, (the "Company"), established and having its registered office in L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, incorporated pursuant to a deed of Maître Anja Holtz, notary residing in Wiltz, Grand Duchy of Luxembourg, on September 19th 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2492 of the 2nd of November 2007, inscribed in the Trade and Companies’ Register of Luxembourg, section B, under the number 132.212.

The corporate capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR), represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (25.- EUR) each.

The appearing party, represented as aforesaid, declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and of the financial standing of the Company and decides to dissolve and liquidate the Company with immediate effect.

Being the Sole Shareholder and liquidator of the Company, the appearing party, represented as here above, declares that all assets have been realised, and property of all assets has been transferred to the Sole Shareholder and that any and all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for. Regarding any eventual liability presently unknown to the Company and not paid until the date of dissolution, the Sole Shareholder irrevocably assumes the obligation to guarantee payment of any such liability, with the result that the liquidation of the Company is to be considered closed.

The appearing party, represented as aforesaid, gives discharge to the managers for their mandates up to this date.

The corporate books and accounts of the Company will be kept for a period of five (5) years at the registered office.

In order to perform all the formalities relating to the registrations, the publications, the cancellations, the filing and all other formalities to be performed by virtue of the present deed, all powers are granted to the bearer of an authentic copy. However, no confusion of assets and liabilities between the dissolved Company and the share capital of, or reimbursement to the sole shareholder will be possible before the end of a period of thirty days (by analogy of the article 69 (2) of the law on commercial companies) from the day of publication and subject to the non-respect by any creditor of the dissolved Company of the granting of guarantees.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately eight hundred Euro (EUR 800.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-six septembre.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

«FUND I LIQUIDATING MM LLC», une société à responsabilité limitée constituée selon les lois des Etats Unis, ayant son siège social à 1345 Avenue of the Americas, 46th Floor, New York, NY 10105, Etats-Unis d’Amérique, et enregistrée auprès de la Securities and Exchange Commission des Etats-Unis sous le numéro 801-62982,

ici représenté par Mme Irma PAKASIUTE, employée, demeurant professionnellement au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, en vertu de d’une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d’être enregistrée avec lui.

La comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

La comparante, représentée comme ci-avant, est la seule et unique associée («l'Associée Unique») de la société à responsabilité limitée «Baluardo Funding S.à r.l.» (la «Société»), établie et ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz, Grand-Duché de Luxembourg, le 19 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2492 du 2 novembre 2007, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 132.212.

Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

La comparante, représentée comme ci-avant, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société et décide de dissoudre et liquider la Société avec effet immédiat.

En agissant tant en qualité de liquidateur de la Société, qu'en qualité d'Associée Unique, elle déclare que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété de l'Associée Unique et que les passifs connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés. Par rapport à d'éventuels passifs actuellement inconnus de la Société et non payés à l'heure actuelle, l'Associée Unique assumera irrévocablement l'obligation de les payer, de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée et liquidée.

Décharge pleine et entière est accordée par la comparante, représentée comme ci-avant, aux gérants pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes. Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à l'associée unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (par analogie de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à huit cents euros (EUR 800,-).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Après lecture du présent acte au mandataire la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: I. PAKASIUTE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 octobre 2014. LAC/2014/45776. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161255/106.

(140182751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Cadogan Savile Row S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 165.697.

Extrait des résolutions de l'associé unique

Suite à la démission de Monsieur Geoffroy t'Serstevens en sa qualité de gérant de Classe B de la Société et suite aux résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 25 mars 2014, il a été décidé de nommer TREVES SERVICES S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.249, dont le capital social est fixé à EUR 12,500, en tant que gérant de Classe B de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

Suite à la démission de Monsieur Franck Ruimy en sa qualité de gérant de Classe A de la Société et suite aux résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 8 avril 2014, il a été décidé de nommer Sycamore Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.718, dont le capital social est fixé à EUR 12,500, en tant que gérant de Classe A de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance se compose comme suit:

- Mr. Arsène KRONSHAGEN (gérant de Classe B depuis sa nomination le 16/12/2011)
- Sycamore Management S.à r.l. (gérant de Classe A)
- TREVES SERVICES S.à r.l. (gérant de Classe B)

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

Further to the resignation of Mr. Geoffroy t'Serstevens as Class B manager of the Company and further to the resolutions of the sole shareholder of the Company dated 25 March 2014, it has been decided to appoint TREVES SERVICES S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 180.249, the corporate capital of which is fixed at EUR 12,500, as Class B manager of the Company in place of the resigning manager for an indefinite period.

Further to the resignation of Mr. Franck Ruimy as Class A manager of the Company and further to the resolutions of the sole shareholder of the Company dated 8 April 2014, it has been decided to appoint Sycamore Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 150.718, the corporate capital of which is fixed at EUR 12,500, as Class A manager of the Company in place of the resigning manager for an indefinite period.

Consequently, the board of managers is composed as follows:

- M. Arsène KRONSHAGEN (Class B manager since its nomination the 16/12/2011)
- Sycamore Management S.à r.l. (Class A manager)
- TREVES SERVICES S.à r.l. (Class B manager)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161336/43.

(140183664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Panthera/Funding Lux 1 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 140.296.

Les statuts coordonnés au 18 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014164245/12.

(140186817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Réseaux Info Plus S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 1, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 109.177.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014164300/10.

(140186560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.
